Ar(abes)ques

JANVIER - FÉVRIER - MARS - AVRIL 2026

119

DOSSIER

Des données ouvertes pour une Science ouverte
Fertiliser l'écosystème de la recherche

PROJET ORION • Vers un changement de système de gestion de la galaxie Sudoc

PLEINS FEUX SUR • La Bibliothèque Hélène Ahrweiler

SYSTÈME D • Data&Corpus, une revue de *data papers* en sciences sociales

INTERNATIONAL • Retour sur le congrès ICOLC

abes
agence bibliographique de l'enseignement supérieur



Sommaire

(Dossier)

Des données ouvertes pour une Science ouverte. *Fertiliser l'écosystème de la recherche*

06 Identifier pour simplifier : les PID au service d'une recherche plus fluide et plus visible
Luc Bellier et Véronique Stoll

08 RNeST : vers un registre national de référence pour les structures de la recherche
Sébastien Petitdemange

09 Le Baromètre français de la Science ouverte : un passage à l'échelle réussi
Laetitia Bracco, Eric Jeangirard et Anne L'hôte

10 Utiliser les données ouvertes pour soutenir la Science ouverte : retour d'expérience sur le BiSO Henri Bretel et Delphine Le Piolet

14 Du laboratoire de recherche à la labellisation nationale : histoire de l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté
Léna Bouillard

16 Préserver et réutiliser les données de la recherche : regards croisés d'ingénieurs données et d'experts en numérisation à Sciences Po Olesea Dubois et Alina Danciu

19 Former à la Science ouverte : enjeux et pratiques Armelle de Boisse, Sandrine Berthier, Romain Ferret et Florence Thiault

4 (Du côté de l'Abes...)

Le DSIM : l'ingénierie technique et documentaire au cœur de la refonte du Système d'Information
Stéphane Gully et Sébastien Peyrard

23 (Projet Orion...)

Projet Orion : vers un changement de système de gestion de la galaxie Sudoc
Raluca Pierrot

24 (Pleins feux sur...)

La bibliothèque Hélène-Ahrweiler : une grande bibliothèque de sciences humaines sur un nouveau campus
Cécile Gautier, Valérie Grignoux et Guillaume Molinier

26 (Système D...)

Data & Corpus, intégrer les métiers de la donnée au cœur de l'édition scientifique
Florence Thiault

27 (International...)

Le congrès 2025 de l'ICOLC – *International Coalition Of Library Consortia*
Marion Grand-Démery

28 (Portrait)

Valentin Fournier, correspondant Catalogage au SCD de l'université Bordeaux Montaigne, Formateur-relais Sudoc

Ar(abes)ques **REVUE TRIMESTRIELLE DE L'AGENCE BIBLIOGRAPHIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,**

227, avenue du Professeur Jean-Louis Viala, BP 37299, 34086 Montpellier Cedex 4. Tél. 04 67 54 84 10 - https://abes.fr La revue Arabesques est accessible en ligne via la plateforme Prairial : https://publications-prairial.fr/arabesques
Directeur de la publication : Nicolas Morin. Coordination éditoriale et secrétariat de rédaction : Christine Fleury. Comité de rédaction : Christophe Arnaud, Morgane Courrège, Jean-Marie Feurtet, Christine Fleury, Laurent Piquemal, Marie-Pierre Roux (Abes), Frédérique Joannic-Seta (SCD Université Rennes 2), Yann Marchand (SCD Université de Nantes).
Iconographie rassemblée par Christophe Arnaud (Abes).
Conception maquette : Atelier à suivre /Anne Ladevie
Impression : Pure Impression.
ISSN (imprimé) 1269-0589 / ISSN (en ligne) 2108-7016

Revue publiée sous licence Creative Commons CC BY-ND 2.0 (Paternité - Pas de modifications) sauf pour les images qui peuvent être soumises à des licences différentes ou à des copyrights.

Couverture : Hortus deliciarum - Herrade de Landsberg (Le jardin des délices), allégorie de la Philosophie et des sept arts libéraux, Crédit photo Dnalor_01, Wikimedia Commons CC-BY-SA 3.0

***Les opinions exprimées dans* Arabesques *n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.* ISSN (papier) 1269-0589/ISSN (web) 2108-7016**

PEFC
10-31-3162
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées

(Le billet du directeur...)

L'année 2026 s'ouvre sur une perspective historique pour notre institution et, plus largement, pour l'écosystème numérique de l'enseignement supérieur et de la recherche. Comme vous le savez, le ministère a officialisé une transformation d'envergure: la fusion de l'Abes avec l'Amue. Cette décision marque la naissance d'un opérateur numérique de référence, capable de répondre aux défis d'efficacité de l'action publique et d'offrir les nouveaux services attendus par nos partenaires.



Pour l'Abes, cette annonce ne constitue pas une rupture, mais une accélération logique. Elle entre en résonance directe avec les ambitions portées par le projet d'établissement 2024-2028. Depuis deux ans, nous travaillons à la mutation de notre identité: tout en restant le fournisseur d'un catalogue national de bibliothèque, l'agence devient aussi un créateur, gestionnaire et fournisseur de métadonnées pour l'ensemble des organisations de l'ESR. La trajectoire de convergence vers un nouvel opérateur renforce cette vision en inscrivant l'expertise bibliographique dans une infrastructure numérique globale et intégrée.

Dans ce contexte de mutation institutionnelle, notre projet d'établissement demeure plus que jamais la colonne vertébrale de notre action. L'année 2026 est une année pivot pour sa réalisation technique. Je suis particulièrement heureux de vous confirmer que, malgré les incertitudes pesant sur les budgets de l'État, le financement de notre nouveau système d'information métier est sécurisé. La signature du marché est envisagée pour ce printemps, respectant ainsi notre calendrier initial. Ce jalon est essentiel pour garantir une implémentation complète du système d'ici la fin de l'année 2027.

Toutefois, nous devons faire preuve de lucidité et de transparence. Conduire de front la réalisation de notre feuille de route technologique et le chantier complexe de la fusion pèse lourdement sur nos ressources. L'exigence opérationnelle que réclament ces étapes stratégiques est importante et pour ne pas fragiliser ses fondations, l'Abes devra, dans les prochains mois, concentrer ses forces de manière sélective. Cet impératif pourrait, ponctuellement, impacter notre réactivité habituelle sur certains dossiers ou demandes spécifiques. Je sais pouvoir compter sur votre compréhension face à cette situation transitoire. Notre priorité absolue est de sécuriser le passage vers ce nouvel outil métier et de réussir notre intégration dans le futur opérateur, afin de vous offrir, demain, des services encore plus robustes et intégrés.

La transformation qui s'annonce, difficile à gérer comme n'importe quelle métamorphose, est aussi une reconnaissance de la contribution du secteur documentaire à l'ESR et une opportunité d'élargir le champ de notre action collective.

Nicolas Morin
Directeur de l'Abes
nicolas.morin@abes.fr

Le DSIM : l'ingénierie technique et documentaire au cœur de la refonte du Système d'Information

Né lors de de la réorganisation de l'Abes en janvier 2025, le département Systèmes d'information et métadonnées (DSIM) porte la responsabilité de maintenir et moderniser le socle technique et documentaire de l'Agence, condition de la réussite du Projet d'établissement 2024-2028.

La réorganisation de l'Abes a permis de clarifier les relations avec les réseaux grâce à la création du DDSR, chargé de la relation avec les usagers et du recueil des besoins[1]. Elle a également redéfini la manière dont l'Agence conçoit, produit et maintient ses outils, mission confiée au DSIM. Celui-ci apporte des réponses techniques et méthodologiques aux besoins exprimés par les réseaux, tout en garantissant la cohérence globale du système d'information (SI).

UN CONTEXTE EXIGEANT, UNE AMBITION CLAIRE

L'Abes est historiquement reconnue comme un acteur clé de la mutualisation du secteur documentaire de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR), disposant d'un haut niveau de compétence interne et d'une grande variété d'applications pour répondre à des besoins bibliothéconomiques complexes. Cette richesse s'accompagne aussi d'un foisonnement d'applications… et d'une dette technique importante.
Face à des moyens humains et budgétaires contraints, l'ambition du DSIM est de moderniser simultanément le SI, les processus et l'organisation collective du travail. Cette modernisation vise deux objectifs stratégiques majeurs du Projet d'établissement : le renouvellement du cœur du SI et la capacité à fournir des métadonnées de qualité aux établissements de l'ESR. Pour relever ce défi, le département a placé le projet de refonte du système de gestion des métadonnées (Sudoc et applications satellites) de l'Abes comme « horizon de travail quotidien ».

CINQ SERVICES POUR UNE APPROCHE STANDARD

Pour fluidifier la collaboration entre les bibliothécaires et informaticiens qu'il réunit, le DSIM mise sur des communautés de pratiques, une politique informatique commune et un *reporting* homogénéisé au sein de ses cinq services experts.

Le Service Infrastructure et architecture technique (SIAT). Ce service a pour mission d'assurer la maintenance corrective, préventive et évolutive de l'infrastructure IaaS et PaaS. Il est le garant de la sécurité du SI de l'Abes et assure sa supervision continue, aussi bien sur les applications publiques (Sudoc, Thèses.fr, IdRef, Calames…) que les applications internes nécessaires au bon fonctionnement de l'Agence.

Le Service Outils et applications (SOA). C'est le lieu de la « fabrique logicielle ». Le SOA assure la maintenance et l'évolution des applications et outils documentaires. Sa spécificité réside dans les travaux conjoints des développeurs et des bibliothécaires, facilitant l'intégration et le déploiement continu dans le SI tout en spécifiant les besoins métiers pour faciliter leur traduction technique.

Le Service Normalisation urbanisation et modélisation (SNUM). Véritable architecte de la donnée, le SNUM veille au respect de l'application des normes documentaires dans les outils déployés. Il élabore les nouveaux schémas et modèles de données. C'est également ce service qui maintient la cartographie du SI, offrant la vision d'ensemble et les analyses d'impact nécessaires à toute évolution structurante.

Le Service Conception et gestion des flux (SCGF). Dans un écosystème ouvert, la circulation de la donnée est essentielle. Le SCGF conçoit et gère les flux pour permettre leur exploitation interne et leur exposition externe, en veillant au respect des formats. Conformément au Projet d'établissement 2024-2028, ce service pilote la stratégie des imports (périmètre, procédures, synchronisation) en lien étroit avec les besoins du secteur documentaire de l'ESR.

Le Service Traitement des données (STD). Ce service est la « force de frappe » pour la qualité des données existantes et leur amélioration continue. Pour répondre à cet objectif, crucial dans la perspective de la migration des données vers le futur SI, le STD prend en charge les traitements de masse. Son objectif est l'amélioration, la mise en cohérence, l'enrichissement et la qualification des données stockées dans les bases de l'Abes.

GARANTIR L'EXISTANT, PRÉPARER L'AVENIR

Le DSIM s'est structuré pour relever le défi majeur de la réorganisation : faire converger des expertises métiers variées au sein de services unifiés. 2025 a été l'année d'une consolidation à tous égards : résorption de la dette technique des applications hébergées par l'Abes, lancement de la refonte de la recommandation TEF, chantiers Qualité sur les données pour limiter les pertes lors de la migration.

Le DSIM se veut un collectif uni, guidé par des valeurs de franchise, de curiosité et d'implication au service des réseaux de l'ESR !

Stéphane Gully
directeur du DSIM, Abes
stephane.gully@abes.fr

Sébastien Peyrard
directeur adjoint du DSIM, Abes
sebastien.peyrard@abes.fr

[1] Consulter : Héloïse Lecomte, Le DDSR, un département au service des réseaux, *Arabesques 118*
https://publications-prairial.fr/arabesques/index.php?id=4422

DES DONNÉES OUVERTES POUR UNE SCIENCE OUVERTE

Ce nouveau dossier d'*Arabesques* explore le rôle central des données dans le développement d'une Science ouverte. Il a été coordonné par Luc Bellier, qui a récemment rejoint le Département Diffusion des connaissances et Documentation (MESRE). Fort d'une solide expérience dans le domaine, acquise notamment au sein de l'université Paris-Saclay, celui-ci a apporté sa connaissance approfondie des enjeux liés aux données ouvertes et à leur bonne circulation dans l'écosystème de la recherche.

L'article inaugural (p.6-7), *Identifier pour simplifier : les PID au service d'une recherche plus fluide et plus visible,* cosigné par Luc Bellier et Véronique Stoll, directrice nationale des données de recherche et directrice de Recherche.gouv, présente les bases de la politique nationale volontariste du MESRE, notamment en matière d'identifiants pérennes, en tant qu'outils clés pour favoriser la circulation des résultats scientifiques entre laboratoires, publications et structures de recherche, aux niveaux national et international. Deux projets portés et financés par le MESR illustrent cette approche : le projet RNeST visant à l'interopérabilité des données des structures de la recherche (p.8) et le Baromètre de la Science ouverte ou BSO (p.9), outil de suivi et de pilotage qui accompagne la mise en œuvre de la politique nationale de Science ouverte.

Le dossier présente ensuite trois retours d'expérience concrets, montrant comment les initiatives locales et institutionnelles mettent en pratique les principes de la Science ouverte. La présentation du BiSO – outil de pilotage mis en œuvre par la DIBISO de l'université Paris-Saclay et à disposition de la communauté de l'ESR – illustre l'usage des données ouvertes pour soutenir une politique locale active de Science ouverte (p.10-13). L'article consacré à l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté labellisé récemment (p.14-15) met en lumière l'évolution progressive des pratiques de gestion et de valorisation des données. Enfin, Sciences Po (p.16-18) propose un regard croisé entre ingénieurs données et experts en numérisation, soulignant les défis de la préservation et de la réutilisation des données dans un contexte académique concret.

Pour compléter ce panorama, un entretien croisé (p.19-22) réunit les responsables des principaux organismes de formation du domaine (Enssib, CRFCB, URFIST) autour d'une question essentielle : *Former à la Science ouverte ?* Ces échanges montrent la façon dont se construisent progressivement les compétences nécessaires pour gérer, valoriser et diffuser les données de la recherche, et comment la formation contribue directement à renforcer l'écosystème scientifique.

Ce dossier d'*Arabesques*, qui combine orientations stratégiques, illustrations pratiques et expériences de terrain, a pour ambition de proposer un regard complet sur la mise en œuvre de la Science ouverte en France, du cadre national aux initiatives locales. Plus qu'un état des lieux, il invite à réfléchir aux moyens de rendre la recherche plus accessible, collaborative et durable, et à mesurer l'impact concret des données ouvertes sur la qualité et la visibilité de la science.

Christine Fleury
Coordinatrice éditoriale de la revue Arabesques

Identifier pour simplifier : *les PID au service d'une recherche plus fluide et plus visible*

Réduire les ressaisies, fiabiliser les données, améliorer la visibilité des travaux scientifiques : tels sont les objectifs poursuivis par la stratégie nationale d'adoption des identifiants persistants. Dans la continuité des recommandations publiées en 2025, le MESRE accompagne une structuration durable de l'écosystème de la recherche.

Après les très riches journées d'étude de l'Abes[1] tenues en mai 2025, où la question des identifiants et de leur urbanisation dans les systèmes d'information des établissements apparaissait comme un enjeu majeur pour l'ESR, ont été publiées à l'automne 2025 les Recommandations pour l'adoption des identifiants persistants[2] dans l'enseignement supérieur et la recherche, rédigées par Véronique Stoll et Frédéric de Lamotte. Coordonnées par le Collège des données de la recherche du Comité pour la Science ouverte, elles s'inscrivent pleinement dans la continuité du Plan National pour la Science ouverte[3] et répondent aux enjeux de simplification administrative, d'interopérabilité des systèmes et de visibilité internationale de la recherche française.

Plus récemment, en décembre, les Assises nationales des données de la recherche se sont tenues à l'ENS Saclay, organisées conjointement par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace (MESRE), et par l'université Paris-Saclay[4].

Ces événements témoignent de l'extension du domaine documentaire dans le contexte de la Science ouverte.

QU'EST-CE QU'UN IDENTIFIANT PERSISTANT ?

Les identifiants persistants (PID) sont des codes numériques ou alphanumériques uniques et permanents, lisibles à la fois par l'homme et par la machine, conçus pour identifier de manière fiable et durable les différentes entités de l'écosystème scientifique. Contrairement aux adresses URL classiques, sujettes à l'obsolescence et aux modifications, les PID garantissent une référence stable dans le temps, assurant ainsi la découverte, la localisation, la traçabilité et la citation normalisée des produits de la recherche tout au long de leur cycle de vie.

Les PID répondent à un besoin fondamental : celui d'identifier de manière unique et fiable les chercheurs, les publications, les données, les logiciels, les structures de recherche et même les projets, à travers une multiplicité de systèmes d'information hétérogènes. En permettant l'interconnexion de ces différents objets numériques, les PID constituent un élément structurant pour la Science ouverte et facilitent la mise en œuvre des principes FAIR (Facile à trouver, Accessible, Interopérable, Réutilisable).

UNE DYNAMIQUE INTERNATIONALE

La reconnaissance des identifiants persistants comme instruments structurants de la Science ouverte s'inscrit dans une dynamique internationale. Plusieurs pays ont déjà mesuré les bénéfices concrets de l'adoption des PID : le Royaume-Uni et l'Australie ont démontré que ces systèmes permettent d'économiser des milliers de jours de travail administratif pour les chercheurs. Des pays comme la Finlande, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne, la République tchèque, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande ont mis en place des politiques ou feuilles de route nationales pour améliorer la qualité et l'efficacité de leur recherche grâce aux PID. Ainsi, l'adoption massive des PID permet la réduction du temps consacré aux tâches administratives répétitives, l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données, et une meilleure visibilité de la recherche.

Au niveau européen, la politique PID développée dans le cadre de l'*European Open Science Cloud*[5] (EOSC) et les recommandations de l'UNESCO sur la Science ouverte ont renforcé ce mouvement.

LA STRATÉGIE FRANÇAISE : ARTICULER LES IDENTIFIANTS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

Pour structurer cet écosystème complexe, la stratégie française préconise l'adoption de standards internationaux majeurs, tout en les articulant avec les référentiels nationaux existants. Cette approche pragmatique garantit à la fois l'interopérabilité et la prise en compte des particularités françaises.

Les identifiants internationaux comme ORCID et ROR (*Research Organization Registry*)



Crédit photo Adobe Stock - Parol, généré à l'aide de l'IA

sont entrés dans le quotidien de nombreux collègues. Ils s'inscrivent en France dans une stratégie nationale qui articule les identifiants nationaux tels qu'IdRef et ces identifiants internationaux, en permettant de bénéficier de la force et de la visibilité de l'identifiant international qui, aligné avec l'identifiant national, assure une maîtrise de la qualité des données dans la durée grâce à des outils maîtrisés par les opérateurs et acteurs nationaux. C'est ainsi que fonctionne aujourd'hui l'articulation ORCID et IdRef, et prochainement ROR, avec le projet RNeST[6] en préparation à l'Abes.

Ce principe se décline en diverses occasions: s'appuyer sur ces identifiants internationaux, les implémenter, les promouvoir et les renforcer dans notre écosystème au bénéfice de la communauté scientifique dans son ensemble, tout en mobilisant parallèlement, au travers d'outils métiers, les identifiants et référentiels nationaux.

LES PRINCIPAUX IDENTIFIANTS RECOMMANDÉS

L'identifiant ROR s'impose progressivement comme la référence mondiale pour normaliser l'identification des organisations de recherche. Ce registre international, ouvert et interopérable, permet de lever les ambiguïtés liées aux multiples dénominations et aux évolutions structurelles des établissements. RNeST est appelé à devenir le Registre national de référence des structures de recherche et à constituer la source nationale de confiance pour l'identification des structures de recherche françaises dans le registre du ROR.

L'usage systématique des DOI (*Digital Object Identifier*) attribués par Crossref est fortement recommandé pour toutes les publications scientifiques. Ces identifiants garantissent la traçabilité pérenne et le suivi précis des citations, facilitant ainsi l'évaluation de l'impact scientifique et la reconnaissance du travail des chercheurs. On peut citer par exemple l'implémentation en cours de DOI *Crossref* sur les thèses de doctorat gérées par l'Abes dans thèses.fr, opération dont le MESRE a assuré la charge financière.

Quant aux DOI attribués par *DataCite,* ils sont privilégiés pour l'identification des jeux de données de recherche, en raison de leur cadre de gouvernance scientifique robuste et de la qualité exceptionnelle de leurs métadonnées. Ces identifiants visent à inscrire les acteurs et les ressources scientifiques dans l'écosystème ouvert et interopérable de la Recherche: chercheurs et unités de recherche, publications et données, codes et logiciels, financements sont ainsi identifiés sans ambiguïté et peuvent être référencés dans d'autres outils et systèmes par ces identifiants, facilitant la circulation des informations et par là la production scientifique.

UNE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE DES PRATIQUES

La question des identifiants dépasse le seul cadre des missions des services documentaires. Le besoin de tracer les financements de la recherche dans les productions scientifiques, les instruments et plateformes techniques ayant été mobilisés dans le processus de recherche sont autant d'éléments qui participent de la transparence de la production scientifique et dont la traçabilité par des identifiants facilite cette transparence.

Il est bien sûr de la responsabilité des acteurs métiers d'implémenter les identifiants concernés, mais il convient de le faire en s'assurant de la maintenance des référentiels et de la circulation de cette information dans les systèmes d'information de l'établissement afin qu'ils soient connectés avec les identifiants relevant d'autres métiers et responsabilités. L'adoption des identifiants persistants n'est pas uniquement une démarche technique: elle dessine une organisation du travail et des responsabilités à l'échelle d'un établissement.

POLITIQUE NATIONALE ET SOUTIEN DU MESRE

L'un des piliers fondateurs de la stratégie française pour les PID est la mise en œuvre du principe « Dites-le nous une fois ». Inscrit dans la feuille de route du MESRE sur les « Données pour la simplification et le pilotage de la recherche » initiée en 2024, celui-ci vise à alléger considérablement le fardeau administratif des équipes de recherche. Concrètement, il s'agit d'éviter les ressaisies multiples d'informations en s'appuyant sur un ensemble de données qualifiées, partagées entre les systèmes d'information selon des standards et principes de qualité communs. Cette politique nationale, soutenue – y compris financièrement – par le MESRE, nécessite le travail et l'implication de l'ensemble des réseaux métiers pour implémenter ces identifiants dans les systèmes et en garantir la qualité. Elle se prolongera prochainement par la publication de la mise à jour de la stratégie nationale sur les infrastructures de recherche, qui permettra notamment, pour le volet information scientifique, d'articuler et d'outiller cette politique sur les identifiants.

Une importance particulière est accordée à la souveraineté numérique et à l'indépendance des infrastructures PID, notamment les services gérés par des structures à but non lucratif, gouvernées par les communautés scientifiques elles-mêmes, comme c'est le cas pour DataCite.

L'adoption des PID ne se limite pas à des standards techniques. Elle vise une véritable transformation systémique des pratiques, en plaçant l'interopérabilité, la transparence et l'efficacité au cœur de l'écosystème de recherche.

Le succès de cette démarche reposera sur la mobilisation collective de tous les acteurs: chercheurs, établissements, infrastructures, bibliothécaires. C'est un travail en cours, qui implique et sert l'ensemble de la communauté.

Luc Bellier
Département Diffusion des connaissances et Documentation
Service de la coordination des stratégies, Sous-direction territoires, société et savoirs
DGESIP-DGRI, MESRE
luc.bellier@enseignementsup.gouv.fr

Véronique Stoll
Directrice nationale des données de recherche
Direction générale de la recherche et de l'innovation, MESRE
veronique.stoll@recherche.gouv.fr

[1] Consulter : **https://www.ouvrirlascience.fr/recommandations-pour-ladoption-des-identifiants-persistants-dans-lenseignement-superieur-et-la-recherche-2**

[2] Consulter : **https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-05266777v1**

[3] Consulter : **https://www.ouvrirlascience.fr/deuxieme-plan-national-pour-la-science-ouverte**

[4] Consulter : **https://www.universite-paris-saclay.fr/actualites/les-assises-nationales-des-donnees-de-la-recherche-andor**

[5] Consulter : **https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-research-and-innovation/our-digital-future/open-science/european-open-science-cloud-eosc_en**

[6] Consulter page 8 et : **https://fil.abes.fr/2025/12/23/rnest-registre-national-des-structures-de-la-recherche**

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'ESPACE
Liberté Égalité Fraternité

RNeST : *vers un registre national de référence pour les structures de la recherche*

Le projet RNeST (Registre national des structures de la recherche) constitue aujourd'hui l'un des chantiers structurants majeurs pour l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR).

À l'heure où l'interopérabilité des systèmes d'information devient une condition essentielle de la qualité et de la fiabilité des données, RNeST vise à doter la communauté d'une source nationale de confiance, partagée et gouvernée collectivement.

UN PROJET INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ DU RNSR

RNeST s'inscrit dans la continuité et l'évolution du Répertoire national des structures de recherche (RNSR). À partir du *Cadre de référence des structures de la recherche*[1], la phase de conception du futur registre s'est achevée en décembre dernier. Cette étape fondatrice pose les principes structurants du dispositif : définition du périmètre, clarification des responsabilités, alignement sur les référentiels existants et articulation avec les systèmes d'information des établissements et outils nationaux.

Le futur registre a vocation à devenir la source nationale de référence pour l'identification et la description des structures de la recherche. Il garantira une représentation cohérente et harmonisée au niveau international dans le Registre des organisations de recherche (ROR), tout en limitant les redondances et les doubles saisies dans les systèmes d'information des établissements.

Dans un paysage informationnel de plus en plus complexe, marqué par la multiplication des outils de pilotage, d'évaluation et de financement, la consolidation d'un référentiel partagé constitue un levier stratégique susceptible d'améliorer la qualité des échanges de données, de fluidifier les processus administratifs et de renforcer la visibilité des structures de recherche à l'échelle nationale et internationale.

UNE GOUVERNANCE CONFIÉE À L'ABES

Le MESRE a confié la gouvernance opérationnelle d'RNeST à l'Abes. Ce choix s'inscrit dans la continuité des missions de l'agence en matière de référentiels nationaux, d'infrastructures de données et d'accompagnement des établissements.

Ainsi, depuis mars 2025, l'Abes assure désormais la coordination du projet, en lien étroit avec l'ensemble des parties prenantes, sous l'autorité du Comité de gouvernance des structures de la recherche et de l'administrateur ministériel des données, des algorithmes et des codes sources (AMDAC) de l'ESR. L'Abes occupe ainsi un rôle d'interface entre les orientations stratégiques ministérielles et les besoins opérationnels exprimés par les acteurs de terrain.

UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE

Une dynamique collective s'est progressivement structurée autour de plusieurs groupes de travail réunissant des représentants des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et des opérateurs nationaux de recherche (ONR) ; des financeurs de la recherche ; des acteurs de l'évaluation ; des acteurs du numérique de l'ESR.

Cette organisation collaborative constitue l'un des points forts du projet. Elle garantit la prise en compte des usages concrets et des contraintes métiers, tout en favorisant l'appropriation du futur registre par ses contributeurs et utilisateurs.

Les travaux menés ont permis de formaliser les besoins, attentes et contraintes des différents acteurs ; de préciser les fonctionnalités attendues du futur outil ; d'identifier les éléments nécessaires à la rédaction d'un cahier des charges en vue du choix de la solution technique ; de définir les principes de gouvernance opérationnelle du registre ; d'initier les premiers travaux relatifs à la migration vers cette nouvelle organisation.

Ces groupes de travail ont contribué à faire émerger une culture commune autour des enjeux de qualité, de traçabilité et de responsabilité des données.

VERS LA RÉDACTION DU CAHIER DES CHARGES

La phase de production des éléments préparatoires – liste des fonctionnalités attendues, organisation de l'intendance, processus de gouvernance, modèle de données – est arrivée à son terme à la fin de l'année 2025. Aujourd'hui, une nouvelle étape structurante est en cours : la rédaction du cahier des charges.

Cette phase, pilotée par l'Abes, s'appuie ponctuellement sur certains membres de ces mêmes groupes de travail. Cette continuité dans la mobilisation des contributeurs constitue un gage de cohérence entre les besoins exprimés, les choix techniques à venir et les orientations stratégiques du projet.

Le cahier des charges devra traduire concrètement les ambitions portées par RNeST : robustesse du modèle de données, interopérabilité avec les systèmes existants, traçabilité des évolutions, simplicité d'usage pour les établissements, et capacité d'adaptation aux transformations de l'organisation de la recherche.

UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'ÉCOSYSTÈME ESR

À travers RNeST, c'est bien une nouvelle étape dans la structuration des données de la recherche qui se dessine. En consolidant un référentiel national partagé, en renforçant l'articulation avec les infrastructures existantes et en instaurant une gouvernance collective, le projet répond à un double objectif : améliorer la qualité des données et simplifier les échanges entre acteurs.

À terme, RNeST contribuera à une meilleure visibilité des structures de la recherche française, à une fiabilité accrue des dispositifs d'évaluation et de financement, et à une rationalisation des processus administratifs. Il s'inscrit pleinement dans les dynamiques de modernisation de l'ESR et dans la stratégie nationale en matière de données.

Le chantier entre désormais dans une phase décisive. La réussite du projet reposera sur l'engagement collectif et la capacité des acteurs à faire converger leurs pratiques vers un référentiel commun, durable et évolutif.

SÉBASTIEN PETITDEMANGE
Chef de projet RNeST, Abes
petitdemange@abes.fr

[1] Consulter : https://abes.fr/publications/enquetes-et-etudes/cadre-de-reference-des-structures-de-la-recherche-rnest

Le Baromètre français de la Science ouverte : *un passage à l'échelle réussi*

Depuis 2018, le Baromètre de la Science ouverte (BSO) mesure chaque année l'évolution de la Science ouverte en France à partir de données fiables, ouvertes et maîtrisées. Ce service a été conçu pour outiller la politique publique de Science ouverte avec des données et indicateurs facilitant son pilotage.



DU BAROMÈTRE NATIONAL AUX DÉCLINAISONS LOCALES : UN DISPOSITIF EN RÉSEAU AU SERVICE DU PILOTAGE DE LA SCIENCE OUVERTE

En 2026, 120 institutions (établissements, organismes de recherche, grandes écoles, centres hospitaliers et financeurs) utilisent une déclinaison locale du BSO, grâce au studio[1] développé par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace (MESRE).

Ainsi, chaque institution dotée d'un BSO local dispose des mêmes indicateurs qu'à l'échelle nationale, garantissant leur comparabilité. Dans une logique de consolidation réciproque, les corpus envoyés au MESRE pour la réalisation de ces BSO complètent également le corpus national. Cette logique a été appliquée au développement de nouveaux indicateurs sur les jeux de données dans les entrepôts. Introduits en 2025, ils sont pour l'instant proposés uniquement à l'échelle d'une institution[2], afin que les communautés les consolident par leurs connaissances fines des spécificités des entrepôts thématiques.

Le réseau d'institutions dotées de BSO constitue une des forces du dispositif, qui n'a pas d'équivalent à l'international. Le Club utilisateurs du BSO, animé depuis 2022 par le MESRE et l'Université de Lorraine (UL), compte ainsi près de 300 membres. Ouvert à tous, le Club favorise les échanges et permet à ses membres de se tenir informés des actualités du BSO[3].

VERS UN CADRE INTERNATIONAL DE MESURE DE LA SCIENCE OUVERTE : DES PRINCIPES FONDATEURS À L'INITIATIVE OSMI

Cet engouement pour le développement d'indicateurs de Science ouverte n'est pas spécifique à la France. Tout au long du projet de Baromètre dédié aux données et aux logiciels, porté par le MESRE, l'UL et INRIA, l'équipe projet a échangé sur le sujet avec d'autres établissements internationaux. Ces échanges ont mené à un constat : si les recommandations et prescriptions en matière de Science ouverte sont légion, il n'en va pas de même sur la manière de mesurer ses effets. C'est pourquoi l'équipe du BSO a élaboré une première version des Principes pour mesurer l'ouverture de la science, cadre commun visant à harmoniser les méthodologies et usages pour la constitution d'indicateurs de Science ouverte.

Ce texte, remanié suite à un atelier international organisé en décembre 2023 à l'UNESCO, a ensuite fait l'objet d'une consultation mondiale avant la publication du texte final des *Principles of Open Science Monitoring*[4] en juillet 2025. Il s'agit de la première pierre d'OSMI (*Open Science Monitoring Initiative*), initiative globale visant à promouvoir l'adoption de ces principes. Coordonnée par l'UL, SPARC Europe et l'UNESCO, financée par le MESRE, OSMI réunit aujourd'hui près de 200 membres du monde entier. La prochaine étape pour le BSO : s'auto-évaluer en s'appuyant sur ces Principes !

Laetitia Bracco
cheffe de projet BSO, Direction de la Documentation, mission Appui Recherche, Université de Lorraine
laetitia.bracco@univ-lorraine.fr

Eric Jeangirard
Département Ingénierie et Sciences des Données, MESRE
eric.jeangirard@recherche.gouv.fr

Anne L'Hôte
Département Ingénierie et Sciences des Données, MESRE
anne.lhote@enseignementsup.gouv.fr

[1] https://barometredelascienceouverte.esr.gouv.fr/declinaisons/comment-realiser-bso-local

[2] Voir l'exemple de l'Université de Lorraine : https://bit.ly/3YrkJAj

[3] Rejoindre le Club : https://groupes.renater.fr/sympa/info/bso-etablissements

[4] https://open-science-monitoring.org/principles - Version française : https://bit.ly/4q7kjuN

source illustration https://barometredelascienceouverte.esr.gouv.fr/

À l'Université Paris-Saclay, la Direction des bibliothèques, de l'information et de la Science ouverte (DiBISO) s'est dotée dès 2020 d'un service d'accompagnement à la Science ouverte. Celui-ci s'appuie notamment sur un réseau de référents recherche Science ouverte (3RSO), qui rassemble une vingtaine d'agents des bibliothèques impliqués dans la diffusion des bonnes pratiques auprès de la vaste communauté scientifique desservie par la DiBISO[1].

Utiliser les données ouvertes pour soutenir la Science ouverte : retour d'expérience sur le BiSO

[1] https://www.universite-paris-saclay.fr/research/thematiques-et-structures

[2] https://www.casuhal.org

[3] La Science ouverte à l'Université Paris-Saclay. 2022. https://www.universite-paris-saclay.fr/sites/default/files/2022-06/brochure-science-ouverte.pdf : « Objectif n°1 : Faire du libre accès la règle pour l'ensemble des publications scientifiques de l'Université. »

En 2024, la préparation des listes des productions scientifiques pour les rapports HCERES des laboratoires a mobilisé le 3RSO. Ces travaux d'identification des publications, de vérification des métadonnées et de mise en conformité des dépôts ont apporté une valeur ajoutée à ces rapports. Cependant, cette période a aussi révélé des défis partagés en matière d'organisation du travail. Les relances de dernière minute ont parfois provoqué un afflux massif de dépôts de notices insuffisamment renseignées, amenant les équipes, lors de la préparation des rapports, à reconsidérer le dispositif initial. De leur côté, les laboratoires ont formulé le souhait d'un accompagnement pérenne et régulier dans l'élaboration de listes de publications exhaustives. Au sein du 3RSO, les référents ont souhaité renforcer le lien de proximité avec les chercheurs, anticiper les occasions futures, et sensibiliser les communautés de recherche au partage de leurs travaux et à l'enrichissement de leurs données dans HAL.

Le partage de ces réflexions et objectifs au sein du réseau CasuHAL[2] a mis en évidence un large consensus de la communauté sur la nécessité d'améliorer la qualité des dépôts HAL et de mettre en place des indicateurs ouverts et reproductibles. Encouragé par la politique Science ouverte de l'Université[3], le projet de Bilan Science ouverte (BiSO) s'inscrit dans une motivation multiple :

- Renforcer la culture du dépôt en archive ouverte, et spécifiquement sur HAL
- Valoriser les travaux partagés en garantissant des métadonnées riches, suivies et harmonisées
- Consolider le lien entre référents et laboratoires.

LE BISO, C'EST QUOI ?

Le BiSO est un rapport annuel automatique, présentant les atouts d'un laboratoire de recherche en termes de Science ouverte, et fondé essentiellement sur les données de HAL. Étant donné le caractère volontaire et souvent retardé des dépôts dans HAL



Crédit photo Adobe Stock - hestywinarni, généré à l'aide de l'IA

par rapport au processus de publication, le BiSO est un bilan à année n-1 : les bilans produits en 2025 sont fondés sur les données des publications de l'année 2024.
Conçu et réalisé par une équipe de quatre personnes au sein de la DiBISO, dont un développeur, un bibliomètre et deux spécialistes de la Science ouverte, cet outil répond à l'objectif[4] de transparence et de mesure des pratiques de recherche de l'établissement.

Le choix d'utiliser HAL comme base de référence, et spécifiquement l'entrée par collections, poursuit plusieurs objectifs :
- **Valoriser** toute la richesse des productions de recherche des unités, sans se limiter aux publications traditionnelles
- **Faciliter** le suivi annuel des productions dans HAL, en vue de gagner du temps lors des phases d'évaluation quinquennales
- **Améliorer** la culture du dépôt en archive ouverte en valorisant les publications dont les métadonnées sont suffisamment riches.

Les données sont croisées avec plusieurs sources complémentaires :
- **ScanR**[5] pour déterminer les publications réalisées en collaboration avec des entreprises du secteur privé.
- **Baromètre français de la Science ouverte (BSO)**[6] pour connaître les publications ayant donné lieu au paiement de frais de publication (APC).
- **OpenAlex**[7] pour accéder à des données géolocalisées de l'ensemble des structures et permettre la visualisation des collaborations à l'échelle européenne ou mondiale.

La principale valeur ajoutée du BiSO est le gain de temps : une interface très simple permet de choisir une collection HAL représentant le laboratoire dont on veut produire le rapport, et l'année de publication à prendre en compte. Un simple clic lance alors le processus de création du rapport. Dans ce processus, le générateur interroge d'abord les API de HAL pour agréger et afficher l'ensemble des données de la collection HAL choisie.

En combinant de nombreuses sources de données ouvertes dans un même processus d'acquisition de données, le BiSO produit un état des lieux annuel de la production scientifique en accès ouvert pour chaque unité de recherche. Sa deuxième valeur ajoutée est donc sa reproductibilité à l'identique, permettant un suivi temporel sur les indicateurs observés. Un *preprint*[8] disponible sur HAL détaille le contexte de développement et les choix techniques du projet.

MÉTHODE D'ÉLABORATION DES RAPPORTS BISO

Au-delà de la production automatisée des rapports, les données produites et visualisées dans le BiSO sont élaborées de manière collaborative, avec la participation active des chercheurs.

Le BiSO, une course de relais

La production du rapport final suit un processus en trois étapes :
- **Printemps :** envoi par le Référent recherche SO à la direction du laboratoire de la liste des publications manquantes dans HAL
- **été :** dépôt dans HAL par les chercheurs et doctorants des publications manquantes afin d'assurer l'exhaustivité du bilan
- **automne :** production et transmission du BiSO par le Référent recherche SO à la direction du laboratoire.

Les visualisations de données obtenues dans le rapport final sont le résultat de l'appropriation par les chercheurs et doctorants de la saisie de leurs travaux dans HAL. La première étape consiste donc pour les référents à préparer et envoyer aux unités les listes de publications repérées dans d'autres bases de données mais absentes de la collection HAL de l'unité.
La deuxième étape revient à la communauté de recherche, qui, à partir des listes envoyées par le référent, a la charge de procéder aux dépôts, que ce soit au fil de l'eau ou lors de la campagne de rappel durant l'été. Lors de cette étape, les référents apportent leur expertise pour l'enrichissement et les corrections de métadonnées ainsi que la suppression des doublons.
Enfin, la troisième étape consiste à produire les rapports finaux à partir des données complétées dans HAL. La production des indicateurs étant rendue instantanée par l'outil, les référents consacrent à chaque rapport un temps d'analyse dédié. A partir des indicateurs et visualisations automatiques, ils adaptent leurs commentaires en fonction des disciplines et cultures de recherche spécifiques des unités auxquelles ils s'adressent. Ainsi, chaque version du BiSO est unique et pensée pour sa cible.

UN OUTIL DE SENSIBILISATION

Les différentes parties du rapport sont autant d'occasions de sensibiliser les acteurs aux enjeux liés à l'utilisation de HAL.

Valoriser les dépôts les plus complets

Les indicateurs produits sont conçus pour valoriser les dépôts dont les métadonnées sont les plus complètes, afin d'encourager les chercheurs à l'exhaustivité de leurs dépôts dans HAL. Par exemple, la saisie rigoureuse des affiliations, qui révèle toute la diversité des réseaux de collaboration des laboratoires, rend plus complètes et plus fiables les cartes de collaborations internationales et les tableaux de collaborations avec le secteur privé. Par ce biais, tout l'écosystème de recherche qui orbite autour des laboratoires gagne en visibilité, depuis les *start-up* et groupes privés jusqu'aux partenaires publics de profils variés.

[4] La Science ouverte à l'Université Paris-Saclay. 2022. https://www.universite-paris-saclay.fr/sites/default/files/2022-06/brochure-science-ouverte.pdf : « Objectif n°4 : Analyser et mesurer les pratiques Science ouverte au sein de l'Université Paris-Saclay », « La construction d'outils ouverts de suivi des productions scientifiques de l'Université, adossés aux informations ainsi obtenues, permettra une meilleure transparence dans la construction des indicateurs internes. »

[5] https://scanr.enseignementsup-recherche.gouv.fr

[6] https://barometredelascienceouverte.esr.gouv.fr

[7] https://openalex.org

[8] Romain Thomas, Henri Bretel, Delphine Le Piolet, Laïli Rahimie. *From Open-data to Open-source Reporting: Introducing the BiSO.* 2025. (hal-05336463)

[9] https://barometredelascienceouverte.esr.gouv.fr/publications/disciplines?id=disciplines.dynamique-ouverture

[10] https://ouvrirlascience.fr/wp-content/uploads/2023/02/Guide_non_cession_des_droits_web.pdf

Sensibiliser aux types d'accès ouvert

Plusieurs indicateurs sont à disposition des chercheurs pour les aider à mieux comprendre leurs pratiques de publication. Par exemple, le tableau recensant les revues dans lesquelles un laboratoire publie le plus, ainsi que les éventuels frais de publication en accès ouvert (APC) qu'elles appliquent, permet d'analyser les tendances et d'expliquer les modèles de publication et les modes d'ouverture : distinction entre fichiers *postprint* auto-archivés (*Green*) et versions finales (éditeur), ou différences entre revues partiellement ou entièrement en *Open Access* (hybrides ou *Gold*) et leurs modèles économiques associés.

Cet indicateur offre également aux référents l'opportunité d'évoquer les risques liés aux revues prédatrices ou de valoriser les revues en modèle « Diamant ». L'outil d'auto-évaluation devient ainsi un véritable support pédagogique, accompagnant les chercheurs dans la compréhension et l'optimisation de leurs pratiques de publication.

OUVRIR LE DIALOGUE POUR LE PILOTAGE

La fin du document comporte une synthèse des principaux atouts et formule des préconisations. Ces sections sont particulièrement appréciées par les équipes et directions d'unités, car elles mettent en lumière les avancées concrètes réalisées tout en signalant les efforts restant à accomplir.

Les atouts

Dans la partie consacrée aux atouts, sont compilés les points forts de l'unité en matière de Science ouverte. Cela peut être un large éventail de productions déposées dans HAL (articles, conférences, chapitres, thèses, ouvrages, cours, logiciels, *data papers*) permettant d'évoquer la bibliodiversité quand les titres de revues sont variés, ou un fort taux de dépôt en accès ouvert par comparaison avec les baromètres nationaux de leurs disciplines[9]. Dans cette rubrique, sont également indiquées les initiatives concrètes de chercheurs ayant pu être identifiées par les référents.

L'objectif est de valoriser toutes les actions qui font progresser la Science ouverte : par exemple, l'intervention d'un chercheur expert en archivage de jeux de données au sein du laboratoire, l'organisation d'une *dépôt-party* dans HAL par un correspondant investi, ou encore l'application de la stratégie de non-cession des droits par certains chercheurs[10]. Sont particulièrement valorisées les réalisations au long cours adaptées aux spécificités disciplinaires des différentes communautés.

Les préconisations

Les préconisations constituent des leviers intéressants pour les directions des laboratoires. Elles peuvent prendre différentes formes : proposer d'instaurer des rendez-vous de sensibilisation à la Science ouverte ; désigner un correspondant dédié ; valoriser le partage comme un véritable atout. Dans certains cas, elles permettent également de comprendre les obstacles rencontrés par les chercheurs ou simplement de laisser le temps à la réflexion, afin que toutes les communautés y trouvent leur intérêt. La clôture du bilan ouvre un espace de dialogue constructif. Des sessions organisées par les référents du BiSO, à destination des directions d'unités ou de l'ensemble des chercheurs et chercheuses, permettent par exemple de répondre aux questions sur les APC, de consolider les bonnes pratiques ou de définir des stratégies pour accompagner les déposants moins actifs.



Crédit photo Adobe Stock - Hits, généré à l'aide de l'IA

RETOURS D'EXPÉRIENCE APRÈS LA PREMIÈRE ÉDITION

Au terme de la première campagne de production de BiSO, les porteurs du projet ainsi que les référents impliqués sont satisfaits du résultat et de cette aventure collaborative à plusieurs échelles : les indicateurs ont fait l'objet, dès la phase exploratoire, de discussions avec des laboratoires pilotes, selon des méthodes d'UX Design. Les testeurs issus des laboratoires se sont montrés enthousiastes et particulièrement satisfaits du résultat final, tant pour l'automatisation que pour l'apport qualitatif des commentaires. Les échanges lors de sessions avec les laboratoires, qui ont majoritairement porté sur le décryptage des modèles économiques des revues dans lesquels ils publient et sur la question épineuse des APC, ont constitué une source de satisfaction pour toutes les parties.

Les interactions ont non seulement répondu aux attentes des directions d'unités, mais ont également renforcé l'expertise des référents du 3RSO, désormais clairement identifiés comme interlocuteurs de proximité pour ces thématiques.
Les objectifs initiaux du BiSO sont en passe d'être atteints : une augmentation des dépôts en texte intégral a été remarquée pour 2024, signe qu'une partie des chercheurs a fait l'effort attendu même s'il reste encore à soutenir certains laboratoires dans leur démarche. Les métadonnées sont riches, grâce à la curation effectuée par les référents recherche. Suite aux incitations à porter une attention accrue à la qualité des métadonnées lors des dépôts et à contacter les chercheurs en cas de besoin, ils ont pu renforcer leurs compétences.

En matière de valorisation de la diversité des initiatives dans les laboratoires, la première édition a permis de mettre en lumière des situations très variées : une unité publiait dans 11 revues Diamant différentes, tandis qu'une autre accompagnait régulièrement ses publications de *data papers* ou déposait plusieurs jeux de données. Ces premiers résultats très encourageants sont source de motivation pour préparer les prochaines éditions.

PERSPECTIVES

L'avenir du projet doit faire progresser les deux pans que sont l'outil de production des rapports et le processus d'échanges entre unités de recherche et référents, en suivant les principes d'ouverture qui ont présidé à son lancement.

Nouveaux indicateurs

Tout en conservant une compatibilité complète pour comparer les versions d'une année sur l'autre, les évolutions de l'outil doivent permettre de valoriser davantage, par des indicateurs et visualisations dédiées, les productions scientifiques autres que les publications, notamment les jeux de données et les logiciels. Par ailleurs, pour poursuivre son objectif de valorisation des solutions encore peu adoptées pour ouvrir la science, le BiSO pourra servir plus directement la visibilité des revues de modèle « Diamant » en intégrant des données dédiées, comme celles du *Diamond Discovery Hub* (DDH)[11].

Elargissement des échanges

Afin d'animer les réseaux créés grâce aux premières éditions, en plus de s'appuyer sur les évaluations quinquennales à l'origine de l'idée, les équipes pourront s'appuyer sur un format événementiel à même de compléter la course de relais annuelle que constitue la production des rapports BiSO. Des « Jeux Olympiques de la Science ouverte », filant la métaphore de la course, permettraient de mettre en avant les réussites les plus notables des unités à travers les évolutions tracées par le BiSO.

Ni l'outil ni les méthodes n'ont vocation à rester cantonnés à l'Université Paris-Saclay : le code est déjà en accès ouvert[12], et toutes les réutilisations, qu'il s'agisse d'évolutions ou d'enrichissements, sont les bienvenues. Plus qu'un simple outil, le BiSO est un prétexte pour lancer le dialogue, avec un objectif clair : accompagner toutes les communautés dans la valorisation de leurs pratiques de Science ouverte.

Henri Bretel
Chargé de bibliométrie
DIBISO, Université Paris-Saclay
henri.bretel@universite-paris-saclay.fr

Delphine Le Piolet
Chargée de services à la recherche
DIBISO, Université Paris-Saclay
delphine.le-piolet@universite-paris-saclay.fr

université PARIS-SACLAY

[11] https://ddh.diamas.org/en
[12] https://github.com/dibiso-upsaclay/dibisoplot

Du laboratoire de recherche à la labellisation nationale : histoire de l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté

Créé en 2014 à Besançon, ce qui deviendra en 2022 l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté a bien grandi en 12 ans d'existence !

Les ateliers de la donnée sont des services de proximité, labellisés par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace (MESRE), qui accompagnent les équipes de recherche dans la gestion et l'ouverture des données de la recherche qu'elles produisent. Le périmètre de ces services varie selon les régions : un atelier de la donnée peut concerner un seul établissement ou couvrir une dizaine d'établissements, voire davantage.
Ces ateliers de la donnée font partie de l'écosystème Recherche Data Gouv[1], inauguré en 2022 par le MESRE.

UN « ATELIER DE LA DONNÉE » AVANT L'HEURE

En Bourgogne-Franche-Comté, l'atelier de la donnée dont je suis co-responsable a été labellisé en 2022, dans la première vague de labellisation, mais les services qu'il propose existent depuis bien plus longtemps. Par ailleurs, il n'a pas toujours eu un périmètre régional, comme c'est le cas aujourd'hui.
Ce que nous connaissons en 2026 comme « l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté » est né en 2014 à l'Observatoire des Sciences de l'Univers de Besançon (OSU THETA), sous l'impulsion d'une chercheuse et d'un ingénieur de recherche. A l'origine, l'objectif était d'accompagner les équipes de recherche de l'OSU THETA dans la gestion et l'ouverture de leurs données de recherche, notamment via des interventions de sensibilisation et d'accompagnement dans les trois laboratoires et deux équipes fédérés par l'Observatoire (astrophysique, chimie, sciences de l'environnement…).
Assez vite, plusieurs recrutements de personnels ITRF sont réalisés grâce au soutien de l'OSU THETA et du CNRS, afin d'enrichir l'équipe de nouvelles compétences documentaires et informatiques. Ces nouveaux collègues s'investissent notamment dans la création, en 2016, d'un portail de description des données de recherche : dat@OSU.
Sur le portail dat@OSU, les équipes de recherche de l'OSU THETA peuvent communiquer des informations sur les données qu'elles produisent, grâce à différents champs de métadonnées, afin de les rendre FAIR (Faciles à trouver, Accessibles, Interopérables et Réutilisables). Certains de ces champs sont ajoutés pour correspondre aux disciplines de l'OSU THETA : couvertures taxonomique, spatiale, temporelle et spectrale.
Pour faciliter la description de ces données, les documentalistes recrutées accompagnent les équipes de recherche de l'OSU THETA dans la création de fiches de métadonnées, puis réalisent la curation de toutes les fiches créées. Elles vérifient par exemple que les champs sont correctement remplis, que les mots-clés choisis sont bien associés à un thésaurus disciplinaire, que les créateurs et créatrices cité·e·s dans les données sont bien lié·e·s à la bonne affiliation, etc.
En parallèle, les deux porteurs du projet dat@OSU s'assurent auprès de leurs collègues que les services proposés sont bien identifiés au sein des laboratoires et équipes fédérées par l'Observatoire. Ainsi, ils convainquent par exemple un chercheur proche de la retraite de décrire toutes les données produites pendant sa carrière sur le portail dat@OSU, ce qui donne lieu en 2017 à la création de plus de 400 fiches de métadonnées !

L'ÉLARGISSEMENT DU PÉRIMÈTRE

En 2019, la COMUE Université de Bourgogne-Franche-Comté (UBFC) s'intéresse au projet dat@OSU, qui s'élargit ainsi en 2020 à l'échelle de la région Bourgogne-Franche-Comté. Le périmètre du projet, devenu dat@UBFC[2], comprend désormais six établissements et leurs soixante laboratoires de recherche : les universités de Bourgogne (uB) et de Franche-Comté (uFC), l'université de technologie de Belfort Montbéliard (UTBM), SUPMICROTECH-ENSMM, *Burgundy School of Business* (BSB), l'Institut Agro Dijon et le campus de Cluny de l'Ecole nationale supérieur d'Arts et métiers (ENSAM Cluny).
Suite à ce passage à l'échelle régionale, dat@UBFC est devenu un service généraliste : là où il se concentrait spécifiquement sur les disciplines de l'OSU THETA, le portail dat@UBFC[3] couvre en effet tous les établissements du nouveau périmètre.
Cet élargissement a également multiplié les besoins d'accompagnement, ce qui a conduit les membres de l'équipe à embaucher encore davantage de documentalistes et d'informaticiens.
Ces établissements ont donc adhéré au projet avant même l'existence des ateliers de la donnée et la création de l'écosystème Recherche Data Gouv,

[1] Consulter : https://recherche.data.gouv.fr/fr et plus précisément la page dédiée aux ateliers de la donnée : https://recherche.data.gouv.fr/fr/ateliers-de-la-donnee

[2] Consulter : https://data.ubfc.fr

[3] Consulter le portail dat@UBFC : https://search-data.ubfc.fr. Dat@OSU existe toujours, mais il est devenu un sous-portail de dat@UBFC : https://search-data.ubfc.fr/osutheta

preuve sans doute que la Science ouverte était déjà identifiée comme un sujet important par leur gouvernance. En 2020, le premier Plan national pour la Science ouverte était en effet déjà publié, certains financeurs de la recherche comme l'Europe ou l'ANR demandaient déjà la rédaction de plan de gestion de données pour les projets qu'ils finançaient…
Je suis donc recrutée en 2022, en même temps que plusieurs autres collègues. Mon poste a tout de même une particularité : je suis la première membre de l'équipe à être géographiquement éloignée des autres, puisque mon poste se situe à Dijon (soit à environ 80km de l'OSU THETA à Besançon). L'un des objectifs de la création de ce poste est de faire connaître dat@UBFC dans les établissements bourguignons de son périmètre : l'université de Bourgogne (qui porte mon poste), l'Institut Agro Dijon, BSB et l'ENSAM Cluny.
Depuis 2024, mon poste est officiellement rattaché au Pôle documentation de l'université Bourgogne Europe (anciennement université de Bourgogne) et plus précisément à son service de soutien à la recherche. Ce lien avec les bibliothèques a beaucoup enrichi mon travail, puisque nous organisons désormais régulièrement des actions communes, notamment sur le lien entre les publications scientifiques (dont l'accompagnement est porté par le Pôle documentation de l'université Bourgogne Europe et les données de recherche.

LES APPORTS DE LA LABELLISATION

Deux mois avant ma prise de poste en 2022, dat@UBFC est labellisé « atelier de la donnée » pour la Bourgogne-Franche-Comté par le Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI, aujourd'hui MESRE), dans la première vague de labellisation. Pour nous, c'est la reconnaissance du travail réalisé depuis 2014.
Cette intégration nous a permis de rejoindre un réseau national d'appui à la recherche, qui s'est depuis fortement développé : il compte aujourd'hui 25 ateliers de la donnée, contre seulement 5 en 2022. Le réseau s'est également structuré autour de rendez-vous réguliers : nous nous rassemblons deux fois par an dans une ville différente à l'occasion des séminaires Recherche Data Gouv ; nous disposons d'une plateforme interne collaborative, d'un *chat* commun et de groupes de travail ; les responsables d'ateliers de la donnée se réunissent tous les mois, etc. La plupart de ces rendez-vous s'adressent aux ateliers de la donnée, mais aussi aux autres centres de compétences de l'écosystème (centres de référence établissement, centres de référence thématique, centres de ressources, etc), qui font également partie du même réseau. Enfin, les ateliers de la donnée disposent d'un bureau qui nous représente dans les différentes instances de gouvernance de Recherche Data Gouv.


Crédit photo Adobe Stock - Nilima, généré à l'aide de l'IA

Cette intégration offre des avantages concrets pour notre Atelier de la donnée : nous sommes désormais plus visibles auprès des gouvernances des établissements de notre périmètre et avons davantage d'arguments à avancer lorsque nous demandons du budget ou des postes. Elle nous a également permis de mieux connaître les collègues qui proposent un accompagnement similaire au nôtre dans d'autres régions, et donc de trouver de nouvelles idées pour faire évoluer nos services.
Par ailleurs, l'écosystème Recherche Data Gouv réunit une multitude de métiers (documentalistes, bibliothécaires, informaticien.ne.s, archivistes, chercheurs et chercheuses, etc), ce qui conduit régulièrement à des échanges très riches. Etant moi-même archiviste de formation, j'étais particulièrement heureuse de trouver des archivistes dans cet écosystème. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit, avec une collègue copilote, à créer un groupe de travail interne à Recherche Data Gouv dédié à la question de l'archivage des données de la recherche. La collaboration entre les différents métiers est particulièrement intéressante sur ce sujet : nous avons par exemple beaucoup échangé sur les différents termes utilisés par chaque corps de métier et les conséquences que cela peut avoir. Par exemple, « stockage » et « archivage » ne signifient pas forcément la même chose pour un·e informaticien·ne et pour un·e archiviste, ce qui peut conduire à des quiproquos. L'objectif est de mieux nous comprendre afin d'adopter un discours cohérent aux chercheurs et chercheuses que nous accompagnons.

Léna Bouillard
Co-responsable de l'atelier de la donnée de Bourgogne-Franche-Comté
lena.bouillard@ube.fr

Préserver et réutiliser les données de la recherche : regards croisés d'ingénieurs données et d'experts en numérisation à Science Po

Comment garantir une réutilisation efficace et pérenne des données de la recherche ? Un éclairage concret sur l'importance des standards de métadonnées et de la numérisation des matériaux de recherche.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) définit les données de la recherche comme des « enregistrements factuels (chiffres, textes, images et sons), qui sont utilisés comme sources principales pour la recherche scientifique et sont généralement reconnus par la communauté scientifique comme nécessaires pour valider des résultats de recherche »[1].

Après la publication des deux Plans nationaux de la Science ouverte en France[2], la réutilisation des données de la recherche s'impose aujourd'hui comme un enjeu central pour les Sciences humaines et sociales (SHS). Elle transforme les pratiques scientifiques, favorise la collaboration interdisciplinaire et ouvre la voie à de nouvelles formes de cumulativité des savoirs. À Sciences Po, université de recherche internationale, cette dynamique s'appuie, entre autres, sur deux piliers complémentaires : la documentation, diffusion et préservation des données issues de méthodes quantitatives et qualitatives au sein du Centre de données socio-politiques (CDSP), et la numérisation des archives de la recherche portée par la Direction des ressources et de l'information scientifique (DRIS). Ensemble, ces expertises contribuent à rendre les données plus accessibles, interopérables et réutilisables, conformément aux principes FAIR[3] (*Findable, Accessible, Interoperable, Reusable*), tout en respectant des standards internationaux de valorisation des données de la recherche, comme *Data Documentation Initiative* (DDI)[4].

RENDRE ACCESSIBLES ET RÉUTILISABLES LES DONNÉES DE LA RECHERCHE

Réutiliser[5] des données, c'est permettre à des chercheurs, enseignants ou étudiants d'exploiter des matériaux produits dans un autre contexte scientifique, pour répondre à de nouvelles questions, vérifier des résultats ou enrichir des corpus existants. Cette pratique suppose que les données soient non



Crédit photo Adobe Stock - Björn Wylezich

[1] Consulter le rapport « Principes et lignes directrices pour l'accès aux données de la recherche financée sur fonds publics » (2007) https://www.oecd.org/fr/publications/2007/04/oecd-principles-and-guidelines-for-access-to-research-data-from-public-funding_g1gh7fe5.html

[2] Consulter le Plan national pour la Science ouverte. MESRI (2018-2021) https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/bilan-du-plan-national-pour-la-science-ouverte-des-engagements-tenus-des-avancees-majeures-realisees-48296 et le Deuxième Plan national pour la Science ouverte.MESRI (2021-2024) https://www.ouvrirlascience.fr/deuxieme-plan-national-pour-la-science-ouverte

[3] Wilkinson, Mark D., Michel Dumontier, et al. « *The FAIR Guiding Principles for Scientific Data Management and Stewardship.* » (2016)

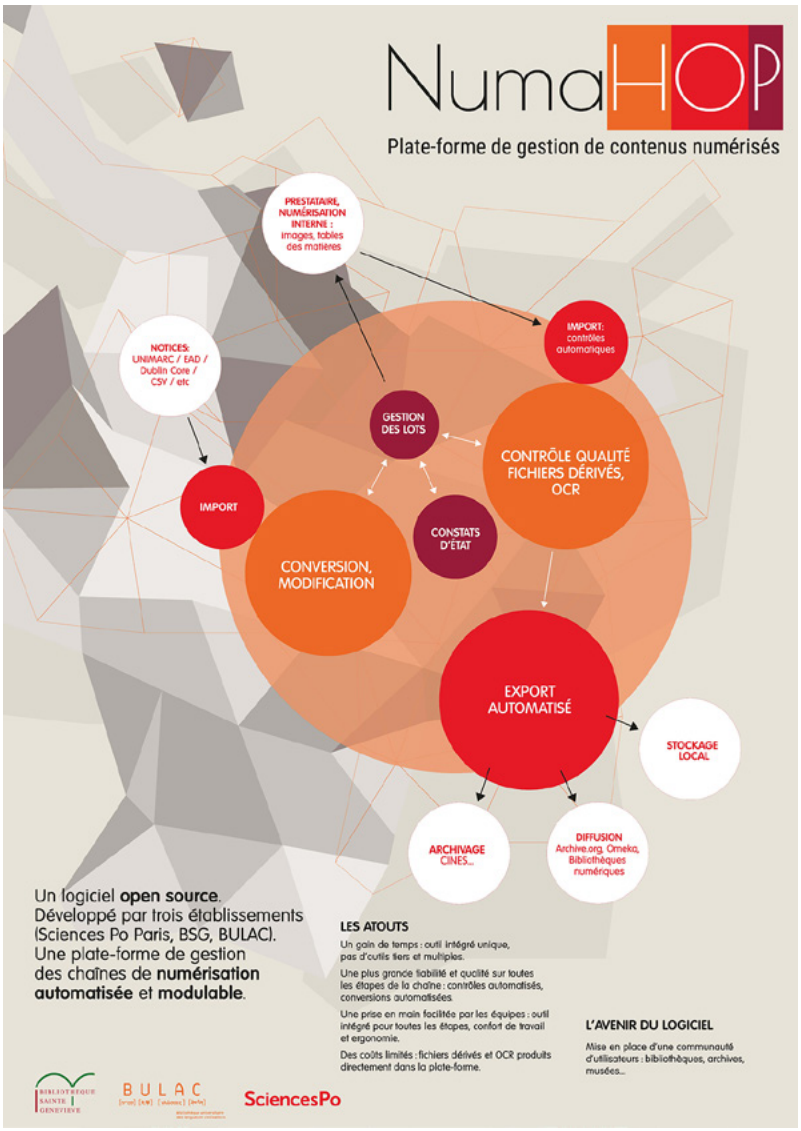
[4] Consulter « *Data Documentation Initiative : Metadata Specification for the Social, Behavioral, and Economic Sciences* » DDI Alliance (202) https://ddialliance.org

[5] « *Data reuse is use of data one which did not collect oneself* » (« La réutilisation des données est une utilisation de données que le chercheur n'a pas collecté lui-même »). Fear, KM. 2013. *Measuring and anticipating the impact of data reuse,* PhD thesis, University of Michigan. https://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027

seulement disponibles, mais aussi compréhensibles, bien documentées et techniquement exploitables. Dans les SHS, où les données sont souvent hétérogènes en termes de méthodes ou de supports disponibles (enquêtes quantitatives, entretiens, archives, corpus numérisés…), la réutilisation exige un travail méthodologique et technique conséquent. La réutilisation ne peut être effective que si les données respectent un ensemble de standards. Les principes FAIR constituent aujourd'hui le cadre de référence international. Ils impliquent, entre autres :

- Une description riche et normalisée des données en respectant des standards comme DDI
- L'usage de formats ouverts et pérennes pour les données et les métadonnées
- Une structuration permettant l'interopérabilité entre plateformes et surtout la mise en place de plateformes de confiance
- Une documentation complète sur les méthodes de collecte, de traitement et de contextualisation.

À Sciences Po, un exemple de ce type de travail conjoint est la collaboration entre ingénieurs en *data management*, également responsables d'entrepôts de données[6] et experts de la numérisation qui gèrent des plateformes de numérisation et de diffusion. L'objectif est de garantir que les données puissent circuler entre disciplines, infrastructures et communautés scientifiques. Dans la pratique, cela signifie par exemple harmoniser les métadonnées d'une enquête électorale de 1988 avec celles d'un panel contemporain, ou encore aligner les formats de numérisation de carnets de terrain provenant de laboratoires différents.



L'APPORT DU CDSP : VALORISER, DIFFUSER ET PRÉSERVER LES DONNÉES SOCIO-POLITIQUES

Le CDSP, unité d'appui et de recherche de Sciences Po, joue un rôle clé dans la mise en œuvre de ces standards. En effet, le CDSP documente et diffuse des données de la recherche depuis 2005 dans le respect des standards internationaux comme le DDI, mène des projets de recherche sur la thématique de la réutilisation des données comme le projet FAIRwDDI[7], financé par l'Agence Nationale de Recherche. Les données quantitatives produites ou archivées au CDSP sont régulièrement utilisées dans des publications scientifiques ou des enseignements. Un exemple est la réutilisation des enquêtes électorales diffusées par le CDSP dans l'ouvrage "*Controlling the Electoral Market Place*"[8], de Joost van Spanje. Ce livre étudie la réaction des partis politiques établis face aux partis d'extrême gauche et d'extrême droite qui ont fait un bond dans de nombreuses démocraties à travers le monde. Les réutilisations montrent que la valeur d'un jeu de données dépasse largement son objectif initial : une enquête ou jeu de données peut servir à analyser la thématique de recherche initialement conçue par ses auteurs, mais elle peut avoir d'autres usages de réutilisation pour la recherche ou l'enseignement, dès lors qu'elle est correctement documentée et accessible. Par ailleurs, ouvrir un jeu de données a de nombreux avantages pour l'auteur et favorise la citation de ses travaux.

Malgré des moyens humains et financiers limités, le CDSP renforce sa politique de diffusion des données en formant et en accompagnant la communauté à la mise en œuvre de pratiques de valorisation des données conformes aux principes FAIR, pour favoriser la réutilisation des données. Le CDSP contribue ainsi à structurer et professionnaliser la gestion des données, en mettant l'accent sur l'importance des métadonnées structurées type DDI, encore méconnues dans le paysage français. Des efforts restent à accomplir dans ce domaine.

[6] Un exemple d'entrepôt est la Banque de données du CDSP, certifiée CoreTrustSeal, qui met à disposition de la communauté académique résultats d'enquêtes et jeux de données socio-politiques

[7] FAIRwDDI, Implémentation des principes FAIR avec DDI : https://www.sciencespo.fr/cdsp/fr/projets/projets-en-cours/fairwithddi

[8] Van Spanje, Joost. Controlling the Electoral Marketplace: *How Established Parties Ward Off Competition. Springer International Publishing* (2017)

L'APPORT DE LA DRIS : NUMÉRISER, PRÉSERVER ET RENDRE EXPLOITABLES LES ARCHIVES DE LA RECHERCHE

La DRIS collecte, signale, diffuse et conserve les ressources et matériaux pour l'enseignement et la recherche. Dans le cadre de la préservation des données, elle intervient par exemple au niveau de la numérisation et le traitement post-capture. En effet, la réutilisation ne concerne pas uniquement les données structurées, elle dépend aussi de la disponibilité des archives de la recherche, souvent dispersées, fragiles ou difficilement exploitables. Le service de numérisation et d'archivage numérique de la DRIS jouent ici un rôle déterminant. Ce travail s'appuie notamment sur NumaHOP[9], la plateforme de pilotage des chaînes de numérisation utilisée pour assurer la traçabilité, la qualité et la cohérence des traitements appliqués aux archives de la recherche. Grâce à cette plateforme, chaque étape du processus de numérisation est documentée, ce qui garantit la reproductibilité des opérations et facilite l'intégration des fichiers dans des infrastructures de diffusion ou d'archivage pérenne. Cette traçabilité est essentielle pour assurer la confiance dans les données numérisées et permettre leur réutilisation dans des contextes scientifiques variés.

En numérisant les carnets de terrain, les questionnaires papier, les corpus iconographiques ou les documents administratifs liés aux projets de recherche, la DRIS contribue à préserver des matériaux essentiels et à les rendre accessibles dans des formats pérennes. Un exemple emblématique est la numérisation d'archives d'enquêtes qualitatives menées dans les années 2010 et 2020. Dans l'un des projets, l'équipe avait traité plus de 3 000 pages de carnets manuscrits provenant d'une enquête sociologique sur les mobilisations étudiantes. Ces documents, longtemps restés dans des fonds personnels, deviennent exploitables pour de nouvelles recherches dès lors qu'ils sont numérisés, décrits et intégrés dans des *workflows* de préservation. Leur mise à disposition ouvre des perspectives inédites pour l'histoire des sciences sociales, la sociologie politique ou l'analyse des politiques publiques. Autre exemple : la numérisation d'un corpus photographique produit dans le cadre d'un projet sur les transformations urbaines. Les images, initialement conservées sur des supports hétérogènes, ont été harmonisées, indexées et intégrées dans une chaîne de traitement permettant leur diffusion[10] dans des formats ouverts.

Si les infrastructures existent, les besoins restent considérables. Les enquêtes qualitatives, en particulier, nécessitent des moyens humains et techniques importants : préparation matérielle, numérisation haute qualité, contrôle qualité, structuration des métadonnées, archivage pérenne. Un investissement accru permettrait de préserver des corpus encore inaccessibles et de soutenir la réutilisation de matériaux précieux pour la recherche contemporaine.

Ces réutilisations montrent que la valeur d'un jeu de données dépasse largement son objectif initial : une enquête électorale peut servir à analyser la confiance politique, les comportements générationnels ou les effets territoriaux, dès lors qu'elle est correctement documentée et accessible.

RENDRE LES DONNÉES RÉUTILISABLES, UN EFFORT COLLECTIF

La diffusion des données ne dépend pas uniquement de leur numérisation ou de leur structuration selon des standards. Elle suppose également le respect d'autres exigences : anonymisation, gestion des droits, consentement, protection des données sensibles, qui dépassent le cadre de cet article mais conditionnent la mise à disposition d'un jeu de données ou corpus. La mise en place de plateformes de confiance, impliquant une gestion transparente, est d'une importance capitale dans ce processus. L'expérience de Sciences Po montre que la réutilisation des données est un processus collectif, mobilisant ingénieurs en *data management*, experts en numérisation, bibliothécaires et chercheurs. Dans un projet récent, par exemple, la mise à disposition d'entretiens réalisés dans le cadre d'une enquête sur les trajectoires migratoires a nécessité la collaboration étroite entre juristes, ingénieurs données, archivistes et chercheurs pour garantir la conformité éthique et juridique du corpus. En articulant expertise technique, normes internationales et infrastructures pérennes, Sciences Po contribue à renforcer la qualité, la visibilité et l'impact de la recherche en sciences sociales.

Olesea Dubois
responsable du Service Bibliothèque Numérique, Science Po
olesea.dubois@sciencespo.fr

Alina Danciu
responsable de l'équipe Documentation - Diffusion du CDSP, Science Po
alina.danciu@sciencespo.fr

SciencesPo

NumaHOP
Plate-forme de gestion de contenus numérisés

[9] NumaHOP, plateforme open source de gestion des chaînes de numérisation : https://www.numahop.fr

[10] Consulter : https://bibnum.sciencespo.fr/s/catalogue/page/accueil?u=http://dossierspresse.sciences-po.fr/consult

Former à la Science ouverte : *enjeux et pratiques*

Dans ce grand entretien, Arabesques a invité l'Enssib, le réseau des CRFCB et le réseau Urfist à croiser leurs regards sur l'importance de la formation pour le développement des compétences indispensables à la Science ouverte.

Comment les structures de formation ont-elles adapté leurs dispositifs pédagogiques (programmes et contenus de formation) pour permettre aux personnels de la documentation de s'approprier les pratiques et compétences liées à la Science ouverte ?

ENSSIB

En tant qu'établissement de formation et de recherche, l'Enssib a pris très tôt des initiatives dans le domaine de la Science ouverte, notamment dès la publication du *Plan national pour la Science ouverte.* Les formations initiales (masters, élèves fonctionnaires) ont inclus dès 2019-2020 des enseignements sur les enjeux de la Science ouverte et de l'ouverture des données. Une unité d'enseignement sur les données et la Science ouverte a par exemple été mise en place en 2020 dans le programme de formation des conservateurs. Les différentes maquettes d'enseignement intègrent aujourd'hui des cours sur les données et leur ouverture, comme dans le master Science de l'information et des bibliothèques qui propose en première année une unité d'enseignement entière sur les données dans les métiers de l'information, avec des cours sur les enjeux et l'écosystème de l'ouverture des données. Les récents recrutements d'enseignants-chercheurs à l'Enssib ont également permis de faire entrer de nouveaux collègues spécialistes des données et de leur gestion.

En formation continue, le catalogue de stages proposé par l'Enssib inclut depuis 2019 des formations dans le domaine de la Science ouverte. Le parcours « Ouvrir la science et les données » a été conçu pour permettre aux personnels en poste dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de se familiariser avec les concepts et les enjeux de la Science ouverte et des archives ouvertes mais aussi de développer ou compléter leurs compétences en matière de gestion de projets ou de services dans ces domaines, et d'être capables de piloter le développement d'une offre de services. Aujourd'hui le catalogue de stages propose une rubrique intitulée « Science ouverte, données et IA : comprendre et agir », avec une gamme de stages complète allant de l'autoformation (Comprendre la Science ouverte en bibliothèque : des repères pour débuter) à des stages présentiels sur la gouvernance des données.

L'adaptation des maquettes de formation et des programmes de stages est facilitée par les outils d'amélioration continue dont l'Enssib s'est dotée, comme les Conseils de perfectionnement pour les masters ou le Conseil des professionnels pour les formations de fonctionnaires et les formations continues. Ces Conseils permettent de rester au plus près des attentes des professionnels mais aussi de mettre en œuvre l'apport de compétences aux évolutions des métiers dès que celles-ci sont perceptibles. D'autres moyens, comme la veille ou les échanges et collaboration avec d'autres structures de formation ou de recherche dans ce domaine, nous maintiennent aussi dans une recherche d'accompagnement au plus près de l'actualité de la profession.

RÉSEAU DES CRFCB

Les CRFCB proposent trois types de dispositifs, dont le déploiement peut varier d'une région à l'autre pour s'adapter au contexte et à l'offre déjà existante. Deux niveaux d'action cohabitent : une offre d'acculturation, largement basée sur des webinaires courts et des retours d'expériences, et des cycles d'approfondissement par thématique (données de la recherche, édition scientifique). La mise en œuvre dans chaque région dépend de l'articulation avec les offres déjà existantes, notamment celles des URFIST et des services documentaires de la région. À titre d'exemple, Média Normandie travaille avec l'Atelier de la donnée de sa région.

Ces sujets ont également été largement intégrés aux maquettes des préparations aux concours de la filière, ainsi qu'à celles des diplômes universitaires, contribuant à la formation de base des futurs agents de bibliothèque.

RÉSEAU URFIST

Fort de son statut de GIS, le réseau URFIST fait évoluer son ingénierie au-delà du catalogue commun Sygefor. Nous sommes passés d'une logique de diffusion d'information à une stratégie d'accompagnement des mutations de la recherche, adossée à une activité de veille et de recherche constante en Information Scientifique et Technique (IST).

Le réseau déploie une approche globale de la Science ouverte, intégrant des enjeux aussi bien techniques qu'éthiques. En promouvant le modèle « Diamant »

ou l'ouverture des codes sources, nous affirmons un engagement pour une science transparente et reproductible. Cette expertise est le fruit d'une interaction permanente avec les groupes de travail nationaux et internationaux, permettant de croiser les pratiques de recherche, d'édition et de pédagogie numérique. Pour répondre aux besoins des professionnels, nous privilégions le passage du «savoir» au «savoir-faire». Le réseau développe des formats immersifs visant à rendre les données nativement réutilisables. Les « *Sprints PGD* », organisés à Toulouse avec *Datactivist* ou à Poitiers en 2024, illustrent cette méthode : ils transforment la théorie en compétences opérationnelles, immédiatement transposables en laboratoire. Cette approche vient compléter la maîtrise du dépôt sur HAL par l'expertise technique nécessaire à la gestion du cycle de vie des données.

Enfin, pour garantir un accès équitable à cette expertise sur tout le territoire, le réseau s'appuie sur la mutualisation. Initiée dès 2017, cette dynamique repose aujourd'hui sur la plateforme Callisto, qui propose des parcours hybrides, du *e-learning* et des ressources en auto-formation. L'introduction de six parcours certifiés par *Open Badges* marque une étape clé dans la reconnaissance et la valorisation des compétences nouvelles acquises par les personnels de l'ESR.

Dans le contexte de la Science ouverte, comment l'évolution des objets de travail (données, métadonnées et identifiants) a-t-elle transformé les compétences requises et le rôle des personnels de la documentation ?

ENSSIB

De son point de vue d'établissement de formation l'Enssib ne peut discerner précisément l'évolution des rôles de personnels de documentation : nous ne sommes pour ainsi dire pas du bon côté de la barrière ! En ce qui concerne les compétences que cherchent à acquérir les professionnels qui viennent se former à Villeurbanne, probablement parce que ces compétences sont désormais requises ou à tout le moins espérées lors d'un recrutement, on constate une extension de l'intérêt des apprenants. Les bibliothécaires sont en effet depuis bien longtemps familiers des métadonnées et des identifiants et continuent à se former sur ces notions, mais aujourd'hui la demande s'étend vers des sujets plus larges comme la gouvernance responsable des données, le droit de la Science ouverte, etc.

Ce que nous notons néanmoins, c'est le recrutement de personnels avec des compétences très spécifiques dans ce domaine qui viennent compléter des équipes dédiées à la Science ouverte.

RÉSEAU DES CRFCB

Les objets de travail de la Science ouverte amènent à une réorientation de compétences déjà existantes. Les convergences en termes de gestion de données et catalogage sont importantes mais encore peu ou mal perçues par les personnels documentaires. Dans le cadre des formations, les dimensions techniques, voire technicistes, du métier sont l'occasion de faire se rencontrer les acteurs et de leur permettre d'identifier ces points de jonction. Ainsi, les formations à des outils comme *OpenRefine* ou à des modèles comme celui des expressions régulières, proposées à Bordeaux, attirent autant les personnels en charge de la gestion des collections que les agents des services de soutien à la recherche.

La grande variété des profils en bibliothèques laisse percevoir un rôle de « *matchmaker* » entre services, nécessitant également une fine connaissance de l'environnement de la recherche. La formation contribue à ces échanges, en ouvrant les actions au-delà du monde des bibliothèques : Média Méditerranée et Média Normandie ont par exemple accueilli dans leurs formations des enseignants-chercheurs ou des personnels issus de presse universitaires.

RÉSEAU URFIST

Cette évolution consacre la mutation du bibliothécaire « gestionnaire de collections » vers une figure d'« architecte et médiateur des flux de connaissances ». Dans ce nouveau paradigme, le document n'est plus l'unité de référence ; c'est la donnée, enrichie par son contexte et ses liens, qui devient centrale.

Les professionnels de l'information agissent comme les garants de la visibilité et de la souveraineté scientifique. En maîtrisant les identifiants pivots de la Science ouverte (ORCID, ROR, DOI, ARK), ils assurent l'interopérabilité et la traçabilité des productions au-delà des silos institutionnels. Depuis 2023, le réseau URFIST accompagne cette hybridation des compétences en hébergeant des résidences « Wikimédia et Science ouverte ». Ce dispositif permet de lier les identifiants académiques aux métadonnées collaboratives du web de données, répondant aux nouveaux standards de l'évaluation de la recherche et décuplant le rayonnement des travaux scientifiques.

L'expertise se déplace ainsi vers la structure, la persistance et la provenance des données. Cette maîtrise permet d'accompagner les chercheurs dans l'adoption de schémas de métadonnées spécifiques à leurs disciplines, garantissant l'intégration des principes FAIR dès la genèse des projets. Le GIS URFIST soutient cette transition en menant une réflexion prospective sur l'évolution des métiers de l'IST, veillant à ce que les compétences des personnels restent alignées sur les standards internationaux.

Cette mutation ne se limite pas à la technique : elle intègre une dimension éthique et responsable. Le réseau contribue à la réflexion sur la sobriété numérique, en questionnant nos pratiques de stockage et de circulation des données dans un écosystème en expansion constante.

Comment vos structures de formation ont-elles accompagné les attentes liées aux données de recherche, quels publics ont été touchés, et comment vous positionnez-vous entre accompagnement des personnels de la documentation et collaboration avec les équipes de recherche et d'appui dans les laboratoires ?

ENSSIB

Entre 2019 et 2025, nos formations à la Science ouverte ont accueilli près de 500 participants, essentiellement des cadres des services communs de documentation. Rapporté aux 1 200 stagiaires formés chaque année, ce chiffre souligne l'intérêt marqué des bibliothécaires pour ces compétences. Parmi les formations proposées, il y a eu, à titre d'exemple, « Piloter la Science ouverte dans sa structure documentaire », « Droit de la Science ouverte » ou « Service d'appui à la recherche : quelles compétences, quelles évolutions ? » Pour une acculturation accessible à tous les personnels, nous avons également proposé l'autoformation « Comprendre la Science ouverte ».
Toutes les formations initiales disposent maintenant d'un enseignement sur cette thématique et la recherche ainsi que les publications de l'Enssib accompagnent cette ouverture toujours plus grande de la science et des données.
Nous sommes également attentifs à la complémentarité avec les autres organismes dispensant des formations dans ce domaine comme les CRFCB ou les URFIST. Un positionnement bien défini de chacun permet de toucher tous les publics sur des aspects différents.

RÉSEAU DES CRFCB

La structuration de l'offre est contrainte par le faible volume du public cible dans chaque région et la grande hétérogénéité dans la maturité de prise en charge de ces sujets dans les établissements.
Pour chaque centre, l'enjeu est de trouver le bon moment et le bon format, tout en élargissant parfois le périmètre soit géographique (offre nationale pour un sujet spécifique) soit de public. Ainsi, en Normandie par exemple, le CRFCB, partenaire de l'Atelier de la donnée, a formé des agents des services centraux et des personnels d'appui des unités de recherche sur des thématiques comme les codes sources ou les logiciels.

RÉSEAU URFIST

Le réseau URFIST, constitué en GIS, agit comme une interface de traduction et de médiation entre les orientations nationales (MESRE), les services de documentation (SCD) et la réalité des pratiques de recherche. En formant conjointement chercheurs, doctorants et personnels d'appui, nous transformons les silos disciplinaires en leviers de coopération.
Ce dialogue garantit une Science ouverte exigeante et intègre, comme l'illustre la résidence « dépollution scientifique » à Toulouse, qui interroge la qualité de la production académique. Cet engagement s'articule avec la Semaine numérique des URFIST[1] qui, depuis 2022, outille les communautés scientifiques sur l'ensemble du cycle de vie de la donnée.
Au sein de l'écosystème Recherche Data Gouv, le réseau opère en synergie étroite avec les Ateliers de la donnée : là où ces derniers assurent un accompagnement de proximité et de guichet, le Centre de Ressources URFIST déploie la brique « formation et montée en compétences » à l'échelle nationale.
L'originalité du réseau repose sur l'adossement structurel de la formation à une activité de recherche propre en IST. Nos Journées Nationales (JNE)[2] sont, tous les deux ans, le catalyseur de cette dynamique : elles font émerger des problématiques émergentes comme l'intégrité scientifique en 2018 ou les sciences participatives en 2023 pour les transformer en programmes de formation innovants.
Enfin, par ses collaborations historiques avec l'Abes, l'INIST-CNRS, l'Enssib ou les réseaux de MSH, le GIS s'affirme comme un pôle de prospective indispensable pour décrypter les mutations des pratiques numériques et anticiper les besoins de demain.

Comment envisagez-vous l'évolution des dispositifs de formation pour les personnels de la documentation afin de répondre aux transformations de la Science ouverte et de la gestion des données de recherche ?

ENSSIB

Les modalités de formation de l'Enssib, dans ce domaine comme dans les autres, se diversifient afin de répondre aux besoins, aux attentes mais surtout aux contraintes géographiques et budgétaires du plus grand nombre. Nos formations s'étoffent pour répondre aux évolutions des métiers : c'est le cas actuellement avec le développement de l'IA qu'il nous faut accompagner.
Depuis 2025, l'Enssib s'est emparée de la thématique de la gouvernance responsable des données afin de former des experts capables de répondre aux enjeux du domaine en proposant deux types de formations :

- Des stages de formation continue, qui proposent une approche pratique et diagnostique de la gouvernance des données. Ils permettent aux participants de maîtriser les outils pour cartographier et

[1] Consulter : https://urfistinfo.hypotheses.org/6424
[2] Consulter : https://urfistinfo.hypotheses.org/jne

analyser l'écosystème des données, en intégrant les dimensions métiers, juridiques et techniques.

- Un diplôme établissement[3] d'un an en gouvernance responsable des données offrant une compréhension approfondie du cycle de vie des données, de leur qualité et structuration, et des infrastructures techniques nécessaires à leur déploiement. Ce programme aborde également les aspects réglementaires et organisationnels nécessaires pour transformer les données en outils de décision responsables.

Ces deux parcours visent à doter les participants des compétences nécessaires pour maîtriser les enjeux complexes de la gouvernance des données.

RÉSEAU DES CRFCB

Dans un contexte où l'auto-formation s'est beaucoup développée et où l'offre en ligne sur ces sujets est déjà importante, l'ancrage des CRFCB s'appuie sur deux axes.

D'une part, la présence en région permet une adaptation spécifique à chaque contexte local et un accompagnement des établissements : il s'agit de proposer exactement ce qu'il faut au bon moment, afin d'emmener un collectif de travail et de contribuer à harmoniser des discours et des pratiques à l'échelle des établissements, et pas seulement des bibliothèques.

D'autre part, aux échelles nationale et régionale, les organismes de formation – les CRFCB mais pas uniquement - peuvent contribuer à la sensibilisation des gouvernances. Bien qu'identifiés principalement en tant qu'acteur de la formation traditionnelle au signalement et au catalogage, les CRFCB ont en effet un rôle à jouer dans la bascule vers les compétences en gestion de données.

En préparant l'évolution des formations au signalement vers des formations à la gestion des données (catalographiques, de recherche, administratives, personnelles ou d'activité), les CRFCB souhaitent accompagner l'évolution des compétences du métier et leur valorisation tout en favorisant les échanges entre services et filières.

RÉSEAU URFIST

L'avenir de notre offre repose sur une triple ambition : intégrer les ruptures technologiques, certifier les nouveaux métiers de la donnée et inscrire la Science ouverte au cœur du dialogue avec la société.

L'intégration raisonnée de l'intelligence artificielle constitue un premier levier majeur, notamment pour la fouille de textes et de données (TDM). Le réseau accompagne ces évolutions via des dispositifs comme les formations ISTEX ou l'outil *TDM Factory,* qui permettent d'automatiser certains processus de signalement et d'analyse. Toutefois, cette montée en compétences techniques ne va pas sans une réflexion critique : nous formons également les acteurs de l'ESR aux enjeux d'éthique, de souveraineté algorithmique et de soutenabilité environnementale du numérique.

La professionnalisation et la reconnaissance des parcours représentent notre deuxième axe. Pour soutenir l'émergence de métiers stratégiques comme ceux de *Data Librarian* ou de *Data Steward,* nous généralisons leur valorisation par les *Open Badges*. Ce dispositif permet de certifier des compétences granulaires et spécifiques, favorisant ainsi les mobilités au sein de l'ESR. Dans cette optique de structuration nationale, l'implication de l'URFIST aux côtés des CRFCB et de l'Enssib dans la validation des compétences des bibliothécaires-formateurs est essentielle pour asseoir la légitimité de cette fonction pivot.

Enfin, nous envisageons la formation comme un vecteur de médiation scientifique. Le réseau se mobilise pour accompagner l'essor des sciences participatives, transformant la donnée de recherche en un véritable « bien commun ». Cette ouverture passe par des formats innovants et accessibles, tels que le *podcast* « C'est pas donné[4] » ou des initiatives créatives comme le «Slam de données[5] ».

En conjuguant un maillage territorial de proximité avec la force d'une structure de recherche (le GIS), nous restons fidèles à notre ADN : faire de l'ouverture des savoirs une réalité partagée et former, dès aujourd'hui, les artisans de la Science ouverte de demain.

Armelle de Boisse
responsable pôle Formation tout au long de la vie
Direction des Etudes et des Stages, Enssib
armelle.de-boisse@enssib.fr

Sandrine Berthier
directrice de Médiaquitaine
sandrine.berthier@u-bordeaux.fr

Romain Ferret
directeur de Media Normandie
romain.feret@normandie-univ.fr

Florence Thiault
co-responsable de l'URFIST Bretagne Pays de la Loire
Université Rennes 2
florence.thiault@univ-rennes2.fr

[3] Consulter : https://www.enssib.fr/l-offre-de-formation/diplome-gouvernance-responsable-des-donnees-presentation

[4] Consulter : https://www.canal-u.tv/chaines/callisto/podcast-c-est-pas-donne

[5] Consulter : http://weburfist.univ-bordeaux.fr/tag/slam

PROJET ORION : *vers un changement de système de gestion de la galaxie Sudoc*

Pour répondre aux changements profonds intervenus ces dix dernières années dans le monde de la documentation universitaire et dans le paysage de l'informatique documentaire, le projet d'établissement 2024-2028 de l'Abes pose comme élément central le changement du système de gestion du Sudoc et de ses satellites, parmi lesquels la base d'autorités IdRef et le base de connaissance nationale BACON.

UNE MODERNISATION INDISPENSABLE POUR ACCOMPAGNER LES MUTATIONS DE L'ESR

Le projet ORION a pour ambition de proposer de nouveaux services aux bibliothécaires, mais aussi aux utilisateurs finaux (étudiants, enseignants-chercheurs, public large intéressé par la documentation de niveau académique), et de rendre possibles des synergies nouvelles au sein des communautés de l'ESR, en sortant les données des silos actuels.

La nécessité du changement est tout d'abord liée aux limites techniques de l'outillage actuel: la constitution d'une base de métadonnées riches, fiables et ouvertes pour répondre aux besoins de l'ESR passe nécessairement par des flux de traitement automatisés, des protocoles standard d'exposition des données ouvertes, incluant une gamme d'API correspondant à l'état de l'art des technologies actuelles. Mais la maturité technique de l'outil devra également être doublée par sa capacité d'adaptation à la spécificité du réseau de producteurs géré par l'Abes, que la comparaison internationale nous rappelle constamment : un réseau de plus de 1 300 bibliothèques, appartenant à près de 200 établissements différents, et fortement attaché à la notion de mutualisation, grâce à la production centralisée et le partage de règles communes, représente une gageure pour tout système de gestion.

Le changement d'outils devra permettre à l'Abes de relever plusieurs défis: tout d'abord, s'adapter au tournant numérique dans la documentation universitaire – il faudra désormais proposer des circuits plus fluides de valorisation des ressources, quel qu'en soit le support (imprimé ou électronique), dans un monde où la notion de collection est de moins en moins figée ; ensuite, s'adapter à l'évolution des formats et modèles de données, rendant ainsi les ressources des bibliothèques plus accessibles pour les utilisateurs, ce qui est l'ambition première des modèles entités-relations. Un troisième défi fait écho aux deux précédents : apporter sa pierre à la circulation des données dans les environnements de l'ESR, quels qu'en soit les contextes d'utilisation (bibliothèques, directions de la recherche, services d'ingénierie pédagogique, missions de pilotage…), sans oublier la simplification des circuits de fourniture des documents à distance, à travers d'outils modernes dont l'essor se confirme depuis plusieurs années.

UN PROJET COLLECTIF POUR TRANSFORMER DURABLEMENT LES PRATIQUES

Après une étape de recueil des besoins menée avec l'ADBU et ses membres et un travail conséquent de *benchmark* et de traduction en spécifications, la procédure d'achat a été lancée en septembre 2025 et se prolongera jusqu'en mai 2026. Elle sera suivie d'une phase d'implémentation jusqu'à fin 2027. Pendant chacune de ces étapes, les équipes de l'Abes sont et seront accompagnées par des représentants des établissements du réseau, afin d'assurer la cohérence entre les stratégies des structures documentaires desservies et les nouveaux outils nationaux que l'Abes administrera.

Le changement s'annonce profond à la fois pour les bibliothèques du Sudoc, les partenaires de l'Agence, et les équipes de l'Abes, qui devront imaginer de nouvelles interactions au sein de la galaxie des services proposés depuis plus de 25 ans. La réussite du projet dépendra de notre capacité collective à imaginer de nouveaux circuits, à abandonner certaines habitudes et à inventer de nouvelles façons de collaborer au niveau national. La voie pour y parvenir ne sera pas unique : ainsi, l'opportunité de renforcer la mutualisation d'activités jusqu'à présent prises en charge le plus souvent au niveau de l'établissement, comme la valorisation des ressources électroniques ou la fourniture des documents, ne mettra pas à mal la variété des pratiques et des outillages locaux, grâce à l'ouverture du système central et à l'autonomie accrue qui est visée pour les établissements participants.

Pour faciliter la conduite du changement au sein du réseau, l'Abes a imaginé un nouveau rôle d'interlocuteur du projet dans les établissements, pendant ces deux années charnières (de mi-2026 à mi-2028). Véritable chef d'orchestre, il aura à piloter, au sein de son établissement, la communication interne sur le projet et à échanger constamment avec l'Abes, tout en éclairant les équipes de direction quant aux changements impactant les circuits de travail et en coordonnant les échanges avec les interlocuteurs techniques des structures documentaires (DSI, prestataires de solutions d'informatique documentaire). Un messager précieux pour les travailleurs de l'ombre de l'Abes.

L'aventure commence: rendez-vous en 2028 pour écrire ensemble une nouvelle page dans la belle histoire de la coopération au sein de l'ESR !

Raluca Pierrot,
Cheffe de projet ORION, Abes
raluca.pierrot@abes.fr

• • • PROJET ORION

Vers de nouveaux outils et services documentaires pour l'ESR.

Suite à un appel à propositions, le nom « Projet Orion » a été choisi début mars pour symboliser à la fois le travail en réseau et l'ampleur de la transformation engagée.

De même que la constellation d'Orion, facilement identifiable et composée d'étoiles multiples reliées entre elles, le projet évoque la constellation d'outils et d'acteurs mobilisés dans la refonte du système de gestion des métadonnées de l'Abes. Il suggère également un changement d'envergure : une reconfiguration structurante qui redessine les liens, les usages et les perspectives du paysage documentaire.

La bibliothèque Hélène-Ahrweiler : *une grande bibliothèque de sciences humaines sur un nouveau campus*

L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne est l'un des membres fondateurs du projet de campus Condorcet. Le site principal du campus, ouvert depuis 2019 à Aubervilliers, doté d'un grand équipement documentaire, l'Humathèque, s'est rapidement imposé comme un lieu majeur de la recherche en Sciences humaines et sociales (SHS) en Île-de-France. Dès l'origine du projet, un second site destiné aux enseignements de Licence était prévu : ce site parisien, construit à la Porte de la Chapelle (Paris 18e) à 15 minutes du site d'Aubervilliers, a ouvert au public le 26 janvier 2026.

Ce bâtiment de 20 000 m², destiné à accueillir les 3 500 étudiants SHS de l'université Paris 1, se distingue par la place particulière de sa bibliothèque : avec une surface de près de 4 000 m² occupant le quart oriental du bâtiment, celle-ci apparaît comme sa figure de proue. Offrant 720 places assises, soit +60 % des capacités du SCD (1 870 places sur 7 lieux), la bibliothèque Hélène-Ahrweiler est désormais la plus grande bibliothèque du SCD, et la première construite dès l'origine pour cet usage.



© Pascal Lévy

CALENDRIER GÉNÉRAL DU PROJET

L'EPCC est maître d'ouvrage tandis que l'université Paris 1 en a la maîtrise d'usage. Les travaux, initialement estimés à 70 millions d'euros, ont été financés à parts égales par l'État, la Région Île-de-France et la Ville de Paris, qui a également fourni le terrain. Le programme fonctionnel a été défini en 2016 et le concours d'architecture remporté en 2017 par Jean Guervilly et Françoise Mauffret.

Le premier appel d'offres en 2021 s'est révélé infructueux, le renchérissement des matières premières empêchant des offres économiquement soutenables. Le second, en 2022, porté à 97 millions d'euros (surcoût financé par l'État), a permis de démarrer les travaux en hiver 2023. Le gros œuvre a été achevé en juillet 2024 et le bâtiment livré le 18 décembre 2025.

LE BÂTIMENT DANS SON ENVIRONNEMENT URBAIN

Le projet de nouveau campus s'inscrit dans un cadre plus général de transformation et de réhabilitation du quartier avec la construction d'ensembles de logements (« Chapelle International »), d'équipements sportifs et culturels (l'Adidas Arena) ainsi que la création d'espaces verts et de voies pour les mobilités douces.

L'un des défis majeurs du projet a été de s'adapter à un environnement urbain contraignant : carrefour à forte circulation, périphérique à une centaine de mètres et RER Charles de Gaulle Express proche des vitrages. Ces contraintes ont été intégrées très tôt dans la conception du bâtiment, qui est fermé au nord (côté périphérique) et, au contraire, ouvert sur le sud avec, en particulier, un jardin intérieur arboré de 2 000 m². De même, l'isolation phonique des vitrages et le traitement de l'air ont été particulièrement suivis.

LA BIBLIOTHÈQUE ET SES SERVICES

Structurée sur 5 niveaux (4 étages et des magasins en sous-sol), la bibliothèque Hélène-Ahrweiler dispose d'une entrée unique depuis le rez-de-chaussée, à proximité des amphithéâtres et de l'entrée du campus. Elle peut fonctionner de manière autonome, par exemple pour ouvrir le samedi ou accueillir des évènements en dehors des heures de cours.

Le hall d'accueil comprend une banque de renseignement et 72 casiers en libre-service à disposition des étudiants. La salle du rez-de-chaussée (histoire, philosophie et langues), avec sa mezzanine, propose un vaste espace en double hauteur et constitue l'expression architecturale la plus marquante de la bibliothèque. De grandes baies vitrées éclairent naturellement les places de travail concentrées en périphérie. Cette configuration impressionnante a nécessité des aménagements pour garantir une ambiance acoustique adaptée.

Les étages sont accessibles par un escalier monumental sous verrière. Le second étage (sciences sociales et géographie) comporte 16 salles de travail en groupe, toutes réservables en ligne, avec espace central de travail classique et cartothèque. Le 3e étage, qui abrite les bureaux du personnel

(24 places), est ouvert au public sous forme de « lounge » qui dessert différentes salles de réunion, de formation et multimédia.

L'INSCRIPTION DU SCD DANS LE PROJET

L'ouverture de la bibliothèque Hélène-Ahrweiler, ainsi nommée en hommage à la grande historienne byzantiniste et première présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est accueillie par ses usagers comme une respiration salutaire.

En effet, avant cette extension, le SCD – avec 6 bibliothèques intégrées et un catalogue commun à 27 bibliothèques associées – disposait d'espaces publics par étudiant particulièrement faible (0,1 m²).

Dès 2017, la préfiguration de la bibliothèque a été confiée à un conservateur. À l'automne 2023, un groupe de travail permanent, composé d'une douzaine d'agents du SCD, a été constitué pour répondre aux sollicitations de l'architecte et définir l'implantation des collections, l'organisation des espaces, l'installation du personnel, la signalétique et le fonctionnement du service public. Le projet a entraîné des bouleversements majeurs dans l'organisation du SCD. Ainsi, la bibliothèque du site Pierre-Mendès-France (Paris 13e), autrefois pluridisciplinaire, perd en 2026 ses publics et collections de SHS, après ceux du droit en 2019 (création du campus Lourcine près de Port-Royal), pour devenir exclusivement une bibliothèque d'économie-gestion.

Pour s'adapter à ce fonctionnement multisite, l'organigramme a été entièrement repensé afin d'assurer un fonctionnement transversal efficace de l'ensemble des départements et services, désormais organisés en réseau.

LES DÉFIS D'UNE OUVERTURE EN MILIEU D'ANNÉE

En raison de retards des travaux, le bâtiment, initialement prévu pour mai 2025 avec déménagement en juillet et ouverture en septembre, a été livré le 18 décembre. L'université a donc dû relever le défi d'ouvrir un nouveau campus en milieu d'année universitaire, à la césure du 1er et du 2nd semestre, avec moins d'un mois entre la livraison du bâtiment et l'accueil du public. Les étudiants SHS de Licence 1 et 2 changent de campus en cours d'année, ce qui a fortement impacté la mise en route de la bibliothèque. Le déménagement de 2,2 km linéaires de collections depuis Pierre-Mendès-France, nécessitant la fermeture des deux bibliothèques, n'a pu commencer qu'après la fin des examens : le site a ouvert pour la reprise des cours le 26 janvier, mais la bibliothèque n'a accueilli le public que le 9 février.

Ce calendrier a mobilisé les équipes du SCD, qui ont profité des visites d'accueil et formations pour présenter le projet. Un mini-site dédié, consulté 2 500 fois par plus de 900 visiteurs de novembre à mi-février, a complété cette communication avec chronologie, photos, vidéos et interviews.

Avec une équipe d'environ 21 agents (7 postes créés et 14 transférés) et 12 moniteurs étudiants, la bibliothèque Hélène-Ahrweiler accueillera ses usagers sur une amplitude de 64 h hebdomadaires.

Malgré les contraintes de calendrier et les défis logistiques, cette ouverture marque une étape décisive pour le SCD de Paris 1 et incarne pleinement les ambitions documentaires du campus Condorcet.

Cécile Gautier
Responsable de la communication et de la formation continue
SCD de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Cecile.Gautier@univ-paris1.fr

Valérie Grignoux
Responsable de la bibliothèque Hélène-Ahrweiler et du département de l'accompagnement de la recherche
SCD de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Valerie.Grignoux@univ-paris1.fr

Guillaume Molinier
Directeur adjoint, chargé de mission bibliothèque La Chapelle
SCD de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Guillaume.Molinier@univ-paris1.fr

LA BIBLIOTHÈQUE HÉLÈNE-AHRWEILER EN CHIFFRES

- **Surface : 3 922 m²**
- **Places assises : 720 (dont 144 en salles de groupe)**
- **Linéaire : 2 160 ml en salle, 1 400 ml en magasins**
- **Collections : 60 000 monographies, 1 800 DVD, 105 périodiques, 23 000 cartes, 5 300 thèses et HDR**



© Cécile Gautier

DATA & CORPUS, intégrer les métiers de la donnée au cœur de l'édition scientifique

Le projet : lancer une revue Sciences Humaines et Sociales (SHS), nativement numérique et dédiée aux *data papers* en accès ouvert Diamant.

Initié en 2022 par un collectif interdisciplinaire, ce projet vise à combler un « chaînon manquant » éditorial : transformer la donnée de recherche en une contribution scientifique citable et validée.

LE CONSTAT : UN VIDE ÉDITORIAL EN SHS

La Science ouverte a fait de l'ouverture des données un principe central. Pourtant, en SHS, les chercheurs disposent encore de peu de revues adaptées pour publier des *data papers*. Les titres existants sont souvent disciplinaires ou reposent sur des frais de publication, et offrent peu d'espace pour décrire des données hétérogènes : archives électorales, corpus sonores, bases historiques ou collections d'images.

Résultat : faute de contextualisation des données produites, celles-ci restent peu visibles ou difficilement réutilisables dans les circuits traditionnels.

LA MÉTHODE : UN PROCESSUS ÉDITORIAL INVERSÉ

La revue **Data&Corpus** inverse la logique classique de publication : le processus ne débute pas par l'écriture d'un article, mais par le traitement et la mise à disposition de la donnée. Trois étapes structurent ce dispositif.

1. Dépôt et structuration. Les données doivent être déposées dans un entrepôt de confiance (Nakala, Ortolang, Recherche Data Gouv, etc.). L'article ne les héberge pas mais y renvoie via un identifiant pérenne (DOI). L'usage de la taxonomie CRediT permet d'identifier les contributions et d'associer ingénieurs et spécialistes de la donnée à la signature des articles.

2. Soumission via HAL. Avant évaluation, le texte est déposé comme préprint dans l'archive ouverte HAL. Le comité éditorial vérifie sa conformité avant d'engager l'expertise.

3. Evaluation croisée. La spécificité centrale de la revue réside dans une double expertise, réalisée en simple aveugle sous 6 mois :

- un expert scientifique valide la cohérence disciplinaire et la méthodologie
- un professionnel de l'information scientifique et technique analyse la structuration des données, les métadonnées et la conformité aux principes FAIR (Facile à trouver, Accessible, Interopérable, Réutilisable).

GOUVERNANCE ET INFRASTRUCTURE

Le projet repose sur une gouvernance inédite où chercheurs, ingénieurs et documentalistes participent ensemble au comité éditorial. La revue est hébergée sur la plateforme Episciences[1], qui permet de développer des « épi-revues » (*overlay journals*) greffées sur les archives ouvertes. Son modèle économique est celui de l'accès ouvert « Diamant » (gratuit pour les auteurs comme pour les lecteurs), un choix éthique soutenu par l'Université de Lorraine et la MSH Lorraine.

BILAN ET PERSPECTIVES

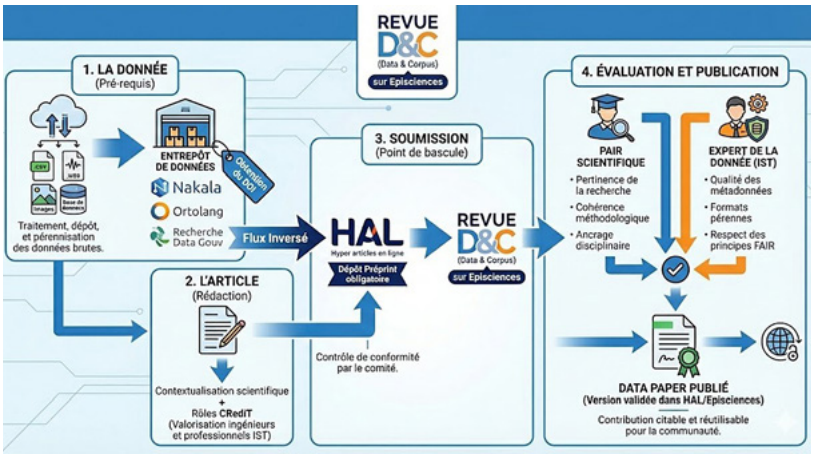
Le premier numéro, publié en décembre 2025, montre la diversité des données pouvant être valorisées : corpus de transcriptions d'enfants en psycholinguistique, photographies aériennes anciennes du Rhône pour l'étude des dynamiques fluviales, archives électorales du Web ou encore bases historiques réévaluées pour en analyser les biais méthodologiques.

Lancée officiellement en mars 2025, la revue se veut à la fois espace éditorial et outil de diffusion des bonnes pratiques de gestion des données. Le modèle Diamant limite les coûts financiers mais repose fortement sur l'investissement en temps des équipes.

L'enjeu reste désormais institutionnel : faire reconnaître le *data paper* comme une production scientifique à part entière dans l'évaluation de la recherche. Une évolution que défend notamment la coalition CoARA[2] en faveur d'une reconnaissance plus large de la diversité des productions scientifiques.

Florence Thiault
rédactrice en chef de la revue Data & Corpus
Co-responsable de l'URFIST Bretagne Pays de la Loire
Université Rennes 2
florence.thiault@univ-rennes2.fr

[1] Consulter : https://dc.episciences.org
[2] Consulter : https://coara.fr



LE CONGRÈS 2025 DE L'ICOLC – INTERNATIONAL COALITION OF LIBRARY CONSORTIA : un accès aux ressources électroniques toujours plus contraint

Les 29 et 30 septembre 2025 se tenait le congrès de l'ICOLC, une coordination informelle de *consortia* de bibliothèques créée dans les années 90 aux États-Unis et étendue à l'Europe depuis le début des années 2000.

Organisé cet automne par le *consortium* Couperin, le congrès s'est déroulé à Nice sur le campus de la Faculté des Sciences, situé dans le très beau parc de dix hectares du château de Valrose dont il tire son nom.

UN ACCÈS À LA RECHERCHE SOUS PRESSION

Fil rouge du congrès, la question des achats de ressources électroniques : le tour de table des *consortia* a permis de partager le constat de budgets de plus en plus contraints face à un accès aux résultats de la recherche de plus en plus coûteux, bien que l'essor des accords transformants contribue à limiter le double paiement lecture-publication – notamment pour les revues hybrides. Plus globalement, les pressions sur le monde de la recherche ne s'arrêtent pas à la question de la diminution des financements opérée par les différents États. Près d'une demi-journée de congrès a d'ailleurs laissé la parole aux *consortia* américains sur le sujet : politiques anti-diversité et anti-inclusion de l'administration Trump et censure des projets de recherche s'inscrivant dans ces domaines, visés en priorité par les coupes budgétaires. Les résultats de l'enquête annuelle réalisée par l'ICOLC, laquelle s'appliquait à mesurer l'impact de la situation politique globale sur les différents *consortia,* montrent en outre que cette situation est « prise en compte » dans la gestion courante des *consortia* et ce, pour 76 % d'entre eux. Dans ce contexte, une attention particulière est portée aux clauses contractuelles négociées lors des achats de ressources électroniques avec les éditeurs, notamment pour celles concernant les droits d'archivage et l'accès pérenne, mais aussi les sorties ou les désengagements.

VERS UNE MUTUALISATION À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ?

Ces journées ont également été l'occasion pour Couperin de présenter une étude commandée au cabinet Ourouk sur les enjeux, les conditions et la faisabilité d'une mutualisation des modalités d'accès, de signalement et de partage des ressources documentaires électroniques. Dans une approche plus large, il pourrait être envisagé d'associer des initiatives telles que l'alliance européenne CIVICA. Lancé en 2019, ce projet de création d'une Université Européenne – *The European University of Social Sciences* – rassemble aujourd'hui des universités de dix pays et vise un diplôme européen conjoint. Or un accès partagé aux mêmes ressources pour l'ensemble des étudiant.e.s pourrait constituer un élément pertinent pour une certification commune (un accès aux mêmes contenus avec les mêmes droits d'utilisation d'un pays à l'autre). Il permettrait aussi éventuellement de réduire les inégalités entre les institutions et de répartir les coûts de façon équitable entre les différents pays, tout en apportant peut-être, par effet de « volume », plus de poids dans les négociations. Cela étant, mutualiser les acquisitions à un niveau européen supposerait une refonte complète des contrats, avec le risque, aussi, de reculer sur certaines clauses négociées à l'échelle nationale (comme l'archivage pérenne, qui poserait peut-être également la question du développement d'une plateforme européenne). Au-delà des aspects contractuels, une telle mutualisation soulève également la question de l'organisation d'une « gouvernance documentaire » à l'échelle européenne : qui en serait responsable, et comment ?

SCI-POST : UNE PLATEFORME EN ACCÈS OUVERT DIAMANT

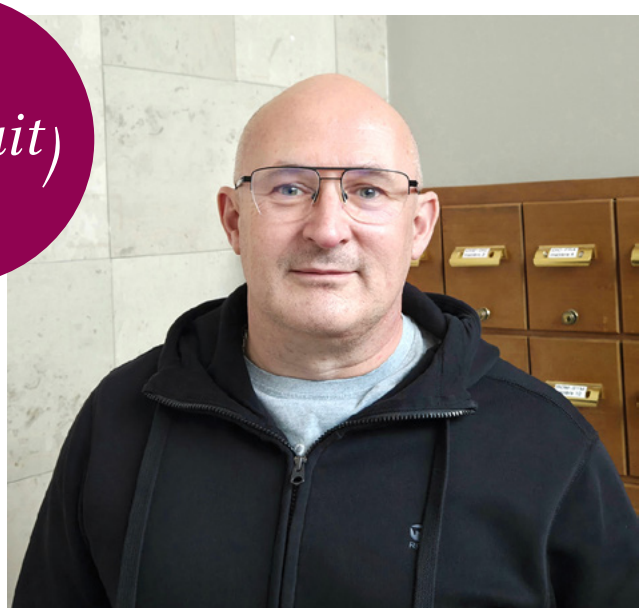
Convié par Couperin à l'occasion du congrès, le chercheur Jean-Sébastien Caux, de l'Institut de Physique d'Amsterdam, est venu présenter sa plateforme Sci-Post. Loin des modèles éditoriaux traditionnels – incluant les modèles commerciaux *Gold* et *hybride* –, le chercheur a souhaité développer un modèle « plus sain » en créant en 2017 une plateforme en accès ouvert Diamant. Ce modèle permet à ses usagers de lire et /ou de publier (dans) les revues de la plateforme gratuitement. Son financement repose sur les contributions volontaires des institutions. Parmi les contributeurs français de Sci-Post, on peut citer bien sûr Couperin, mais aussi le Fonds national pour la Science ouverte ainsi que les universités de Grenoble et de Cergy. Le modèle permet aujourd'hui le maintien d'une infrastructure pour un coût estimé de 400 € par publication. Toutefois, des incertitudes financières perdurent sur le long terme : bien que les contributions continuent d'augmenter, elles ne sont pas suffisantes pour faire face à la demande. Dans un de leurs derniers communiqués, les responsables de Sci-Post évoquent ainsi une « ligne rouge financière ».

Marion Grand-Démery
Service Achat et Valorisation de la Documentation électronique, Abes
grand-demery@abes.fr

ICOLC International Coalition of Library Consortia

(Portrait)

Valentin FOURNIER



Correspondant Catalogage au SCD de l'université Bordeaux Montaigne, Formateur-relais Sudoc

Parlez-nous de vos fonctions actuelles.

Au sein des bibliothèques de l'université Bordeaux Montaigne, je suis responsable du secteur documentaire Arts, j'ai une mission de coordination des commandes et, depuis le départ à la retraite de ma prédécesseuse en septembre dernier, j'occupe les fonctions de Correspondant Catalogage. À ce titre, je suis impliqué dans le réseau des bibliothèques des universités de Bordeaux (ILN 15 : plus de 30 bibliothèques pour quatre établissements), où la qualité du catalogue est une préoccupation centrale qui mobilise, non seulement la Coordinatrice Sudoc et la Correspondante Autorités mais aussi, le Service de coopération documentaire (SCOOP) de l'université de Bordeaux, au travers de différents relais dans les bibliothèques ou des pôles Système d'information documentaire et métadonnées et Signalement de Bordeaux Montaigne.

Pour exemple, le 27 janvier, à l'initiative de notre Coordinatrice Sudoc, différents collègues du réseau ont organisé un Quali-marcathon auquel une quarantaine de collègues ont participé. En plus de contribuer à l'amélioration des notices créées par notre ILN, cette journée a été l'occasion de revoir des collègues bordelais qu'on ne croise pas souvent. Ranimer l'esprit réseau est bénéfique pour tous.

Enfin, je suis admiratif des collègues capables de cataloguer en écriture originale (arabe, japonais, chinois, coréen ou cyrillique) ou d'améliorer les notices sommaires de la médiathèque numérique en utilisant les notices du Sudoc ou encore spécialistes du catalogage des cartes ou des DVD.

Quelles sont vos relations avec l'Abes ?

J'ai la chance de faire partie de l'équipe des formateurs relais depuis 20 ans. Nous sommes une douzaine de collègues répartis dans toute la France à assurer la formation initiale au catalogage dans le Sudoc avec WinIBW lors de sessions de 3 jours et demi. Ainsi, les nouveaux catalogueurs ou les collègues souhaitant une mise à jour sont formés à la recherche dans WinIBW, au rôle central de la zone 008 pour définir le type de notice créée, à la création de notices – d'exemplaires, bibliographiques, d'autorité et des liens entre ces notices. Les exercices permettent de gérer aussi bien les monographies imprimées qu'électroniques, les collections, les périodiques, les thèses.

Les formateurs relais se réunissent 2 fois par an en janvier et en juin pour faire le bilan des formations et les faire évoluer l'année suivante. Nous formons une équipe joyeuse et enthousiaste.

Et puis, c'est extrêmement stimulant de rencontrer des collègues de l'Abes et d'autres universités, notamment lors des Journées Abes.

Quels défis majeurs l'Abes aura-t-elle, selon vous, à relever dans les prochaines années ?

Outre le défi du projet de réinformatisation et de la convergence avec le CINES et l'AMUE, l'Abes pourrait être confrontée, en fonction de l'évolution politique, à une nouvelle volonté de faire disparaître des agences de l'Etat.

La réinformatisation implique aussi le défi majeur de la formation des catalogueurs de la France entière au nouveau système qui sera choisi comme cela a été le cas en 2000-2001 pour la formation au format UNIMARC et au logiciel WinIBW.

Pour ma part, je suis impatient de découvrir le nouveau Sudoc public !

Qu'appréciez-vous le plus dans votre métier ?

Travailler dans un lieu où les étudiants peuvent venir entre deux cours pour étudier, se retrouver, se détendre, se reposer, rêver, se divertir, réfléchir ou discuter lors d'une pause ou dans les salles de travail en groupe. Mais aussi travailler dans un lieu ouvert à tous où il est possible d'accéder gratuitement à beaucoup de livres en lettres, arts et sciences humaines.

Qu'est-ce qui vous énerve le plus ?

En dehors de la situation internationale, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche qui n'est pas à la hauteur des besoins ; la pseudo-autonomie des universités (quelle autonomie sans moyens suffisants ?) ; le coût moyen d'un étudiant à l'université (12 250 € en 2023) et celui d'un étudiant en classe préparatoire aux grandes écoles (18 560 € en 2023) ; la clôture, brutale et assez incompréhensible pour beaucoup, du réseau Sudoc-PS, point de contact entre les BU et la lecture publique.

Enfin, point noir pour la qualité de vie au travail, la fermeture par le CROUS, à Bordeaux, des cantines de proximité pour le personnel.

Quelle image donneriez-vous pour définir l'Abes ?

L'Abes est moins connue que la BnF mais, avec les outils qu'elle a développés au service de l'ESR, elle a permis de mettre en valeur des collections variées réparties et accessibles dans toute la France. Pas de collection à l'Abes, mais un catalogue avec un service de PEB intégré permettant d'accéder au document recherché sur tout le territoire. L'Abes est un outil de mutualisation au service de l'ESR et au-delà (avec IdRef par exemple).

Si la BnF, à Paris, symbolise le jacobinisme centralisateur, l'Abes, à Montpellier, pourrait symboliser la décentralisation ou bien un modèle entités-relations comme IFLA LRM !

Votre expression favorite ?

Comme le temps passe vite… « *Avec le temps, va, tout s'en va, on oublie le visage, et l'on oublie la voix* » (Léo Ferré)